

BILAN DE LA PANDÉMIE EN ALGÉRIE

846 CAS CONFIRMÉS ET 14 NOUVEAUX DÉCÈS EN ALGÉRIE

Page 24

RUMEURS SUR LA FERMETURE DES STATIONS-SERVICE

NAFTAL DÉMENT ET RASSURE

Page 5

ISSN : 1112-7449

MIDI

L'info, rien que l'info

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Libre

N° 3960 | Jeudi 2 avril 2020 - Prix : 10 DA • www.lemidi-dz.com

AIR ALGÉRIE

LES VOLS TOUJOURS SUSPENDUS JUSQU'À NOUVEL ORDRE

Page 5

EPIDEMIE DU CORONAVIRUS

TEBBOUNE APPELLE LES CITOYENS À PLUS DE "DISCIPLINE"

Pages 2-3



TRAITEMENT À LA CHLOROQUINE À L'HÔPITAL DE BOUFARIK :

"IL Y A QUELQUES MALADES QUI, SYMPTOMATIQUEMENT, SONT BIEN"

Page 4



PROPOS DE FRANCIS GHILES

L'AMBASSADE DE CHINE EN ALGÉRIE RÉAGIT

Page 5

REMISE EN CAUSE DES CHIFFRES SUR LE COVID-19

Tebboune dénonce une "attaque féroce"

Le président de la République Abdelmadjid Tebboune a réagi mardi soir au sujet de ceux qui remettent en cause les chiffres communiqués quotidiennement par le ministère de la santé sur l'épidémie du coronavirus en Algérie.

PAR RAHIMA RAHMOUNI

Évoquant ceux qui remettent en doute les chiffres avancés régulièrement sur l'évolution de la situation du Covid-19 en Algérie, Tebboune a déclaré qu'il s'agit là d'une "attaque féroce ciblant des choses sensibles en Algérie, notamment l'ANP, qui constitue l'épine dorsale du pays", ajoutant que ces derniers "n'ont toujours pas digéré la protection assurée par l'institution militaire aux marches populaires et au hirk", a-t-il dit lors d'une entrevue avec des représentants de médias nationaux diffusée par la Télévision publique.

Ces attaques ciblent également "les institutions de l'État en tentant de donner l'image d'un État totalitaire", a poursuivi le président Tebboune, soulignant "la liberté d'expression et le climat démocratique" dans le pays.

"L'Algérie avait suffisamment de capacités non encore utilisées face au Covid-19"

Le Président Tebboune a affirmé, mardi soir, que l'Algérie avait suffisamment de capacités non encore utilisées face au Covid-19, tant sur le plan matériel et financier qu'organisationnel.

Il a assuré que "le pays est totalement prêt à faire face à la pandémie", soulignant que le "respect des mesures préventives permettra de traverser calmement" cette crise.

Rappelant que l'Algérie a été parmi les premiers pays à prendre des "mesures face à la propagation de cette pandémie et ce, avant même les pays européens", il a cité à ce propos "la fermeture des écoles, des lycées, des universités, voire même les stades", en tant que mesure préventive.

"Les capacités de l'ANP n'ont pas encore été utilisées"

S'agissant des décisions prises, Tebboune a déclaré que "dès l'enregistrement du premier cas de coronavirus, introduit par un ressortissant étranger, nous avons été les premiers à effectuer des contrôles aux niveaux des aéroports et des ports et à rapatrier nos ressortissants, notam-



ment de Wuhan (Chine), et à les placer en quarantaine".

A ceux qui prétendent que l'Algérie a tardé à prendre des mesures préventives contre l'épidémie, le président de la République a estimé que ces allégations procèdent d'une "virulente attaque" contre l'Algérie, évoquant "des parties qui ne digèrent toujours pas la stabilité dont jouit notre pays". L'Algérie, a-t-il déclaré, "n'a rien à cacher" concernant cette épidémie, ajoutant que "la situation est sous contrôle, car nous disposons des moyens permettant de faire face à la pandémie, même en phase 5, d'autant que les capacités de l'Armée nationale populaire (ANP) n'ont pas encore été utilisées".

équipe médicale chinoise envoyée en Algérie

Pour le Président Tebboune, l'élan de solidarité de la Chine envers l'Algérie à travers l'envoi d'aides médicales et de médecins permettra de bénéficier de l'expérience de ce pays qui a pu venir à bout de l'épidémie.

Concernant ce qui a été colporté au sujet de l'envoi de l'équipe médicale chinoise à l'hôpital militaire d'Aïn-Naâdja, le président de la République

a affirmé que "l'institution militaire compte des milliers d'experts médicaux et paramédicaux, et qu'elle ne nécessitait aucune aide médicale extérieure, soutenant que les médecins spécialistes et les infirmiers de l'institution militaire vont apporter leur soutien aux hôpitaux civils pour faire face à cette pandémie".

La Chloroquine

S'agissant de la Chloroquine, médicament produit localement, Tebboune a indiqué que le protocole thérapeutique à base de Chloroquine contre le nouveau coronavirus (Covid-19) a montré son efficacité sur certains patients, rappelant que l'Algérie a "été parmi les premiers pays à utiliser ce médicament".

Estimant que le débat sur l'efficacité de ce médicament est un débat scientifique et non politique, le président de la République a évoqué, en citant le ministre de la Santé, des indicateurs positifs, ajoutant toutefois que le "résultat final sera visible au bout de dix jours, soit à la fin du protocole". L'Algérie dispose, selon M. Tebboune, d'un "stock permettant le traitement de 200.000 Algériens".

L'avenir des entreprises économiques

En réponse à une question sur l'avenir des entreprises économiques à la lumière de la crise que traverse le pays en raison de la propagation du Covid-19 et de la chute des prix du pétrole, M. Tebboune a assuré qu'il sera toujours "aux côtés des entreprises et des artisans", ajoutant que "l'État mettra en place tous les moyens économiques permettant le retour des petites et moyennes entreprises (PME) sans aucune perte".

Concernant la question des stocks de produits alimentaires, sujet d'actualité, le président de la République a confirmé "l'abondance de ces produits", écartant toute pénurie. La production de semoule, à titre d'exemple, a été "multipliée dernièrement par trois grâce à l'augmentation à 100 % des capacités de production des minoteries", a-t-il insisté.

Pour ce qui est du blé, M. Tebboune a annoncé des cargaisons à réceptionner par voie maritime en sus de stocks suffisants pour 4 ou 5 mois. "Nous avons des réserves de change de 60 Mds USD alors que la facture d'importation des produits alimentaires ne dépasse pas les 9 Mds USD annuellement", a-t-il assuré, ajoutant que "l'on ne peut donc parler de pénurie de produits alimentaires".

L'Algérie est-elle prête à faire face aux répercussions de la baisse des prix du pétrole?

A la question de savoir à quel point l'Algérie était prête face aux répercussions de la baisse des prix de pétrole, le président de la République a estimé que le pays était prêt à relever ce défi. "L'Algérie s'apprêtait, avant la chute des cours du pétrole, à la refonte de son économie", a-t-il rappelé, soulignant que cette chute "entraînerait une baisse des recettes de 30 à 40 % et que ces dernières pourraient ne plus couvrir que 20 % de nos besoins économiques", mais, a-t-il indiqué, "les choses sont étudiées et des textes sont en préparation pour engager des changements".

R. R.-

L'Algérie a commandé 100 millions de masques à la Chine

L'Algérie a passé commande à la Chine pour l'acquisition de 100 millions de masques chirurgicaux (bavettes) et de 30.000 kits de dépistage, a annoncé mardi soir le président Abdelmadjid Tebboune.

"Nous avons passé commande à nos amis chinois pour l'acquisition de masques et de kits de dépistage et ils nous ont communiqué un calendrier de livraison", a déclaré le président de

la République lors d'une entrevue avec des représentants d'organes de presse nationaux, diffusé à la Télévision publique.

Cette commande concerne 100 millions masques chirurgicaux, 30.000 kits de dépistage, des vêtements de protection et autres équipements, a-t-il précisé avant d'ajouter que ces commandes s'ajoutent au stock national produit localement, en sus de la chlo-

roquine, qui est produite localement avec des capacités permettant le traitement de 200.000 Algériens.

Le président de la République a affirmé, également, qu'en cas d'épuisement des stocks et la poursuite de cette crise, "nous aurons recours aux approvisionnements reçus de la Chine, dont la livraison est prévue du 1^{er} au 3 avril 2020".

"Le manque de certaines bavettes ou

gants ne signifie pas que l'État est en situation d'incapacité, l'absence d'équipements dans quelques wilayas peut être due à des dysfonctionnements dans la distribution", a assuré le Président Tebboune.

"Ce qui nous manque ce ne sont ni les moyens ni les fonds mais plutôt la discipline", a-t-il déploré.

R. R. -

ÉPIDÉMIE DU CORONAVIRUS

Tebboune appelle les citoyens à plus de discipline

"Nous ne manquons de rien, les moyens de l'état existent et nous n'avons, pour le moment utilisé, qu'une infime partie de ces moyens", a tenu d'emblée à rassurer Abdelmadjid Tebboune à la question de savoir si l'état maîtrise bien la situation ?

PAR LAKHDARI BRAHIM

Ce qui manque en revanche, "c'est la discipline des citoyens à respecter les mesures préventives prises dans le cadre du confinement", a regretté le chef de l'État qui fait de la question de la discipline un leitmotiv dans ses réponses aux journalistes.

"Le coronavirus n'a pas de pieds pour venir chez les gens, ce sont les mêmes gens qui vont à lui pour se faire contaminer et mettre leurs vies en danger, celles de leurs parents, frères, sœurs, épouses", martèle encore le chef de l'État, qui a employé un langage direct en avertissant qu'après la phase de pédagogie où il a fallu expliquer aux citoyens le bien fondé du confinement, viendra la phase des sanctions contre les récalcitrants qui seront poursuivis pour "mise en danger de la vie d'autrui".

S'agissant de la possible extension du confinement à d'autres wilayas, le président de la République a répondu par la négative, d'autant plus, explique-t-il, qu'un grand nombre de wilayas sont actuellement épargnées, comptant un nombre de cas très minime qui ne nécessite pas une mesure radicale comme le confinement.

Surtout, argue encore le chef de l'État, que le "dispositif est contraignant" et a tenu d'ailleurs à ce propos à renouveler ses "salutations aux habitants de la wilaya de Blida qui ont accepté de bonne grâce le confinement, ayant compris que c'est dans



leur intérêt".

"Nous suivons l'évolution de la situation avec des remontées d'informations quotidiennes de la base au sommet de l'État et si la situation dans une wilaya exige de telles mesures nous n'hésiterons pas à les prendre, puisqu'il s'agit in fine de sauver les vies des citoyens", fait valoir le Président Tebboune.

Qui profite d'ailleurs, en réponse à ceux qui font des lectures politiques sur le confinement, pour leur dire que "ce n'est pas une décision politique, ni un acte d'autoritarisme, mais une décision sanitaire pour préserver la vie des citoyens".

Au-delà du confinement, le président de la République a également insisté pour dire et redire que "la situation est sous contrôle, que l'État algérien dispose d'une réserve financière de 60 milliards de dollars" qui permettront au pays de faire face aux exigences en matière de matériel médical et sanitaire, mais également en produits alimentaires, malgré les manœuvres des spéculateurs dont ils se demande d'ailleurs s'ils n'ont pas d'autres desseins que de faire de l'argent en cette phase difficile que traverse le pays.

Le Président Tebboune a profité aussi pour répondre à ceux qui reprochent à l'État d'avoir eu un retard pour l'allumage au niveau de la prise de décision pour empêcher la propagation de la pandémie.

"Bien au contraire, nous étions parmi les premiers à réagir en rapatriant nos compatriotes de la ville de Wuhan, pendant que certains pays européens voyaient la pandémie comme quelque chose de lointain qui les concernait pas. Nous étions parmi les premiers aussi à décréter la fermeture des écoles, des universités, à annuler les manifestations sportives et commerciales, à suspendre nos liaisons aériennes internationales et même domestiques", rappelle le Président Tebboune qui indique aussi que "l'Algérie est parmi les premiers pays à proposer son aide à la Chine" en lui envoyant des masques et des respirateurs. Le Président Tebboune a tenu aussi à répondre sur la question des chiffres officiels et leur véracité sur l'ampleur réelle de la pandémie en Algérie, qui fait polémique sur les réseaux sociaux, lesquels se font l'écho du doute et de l'incrédulité des citoyens.

"Nous n'avons rien à cacher, les chiffres qui sont communiqués par la Commission de suivi sont les chiffres réels, n'oubliez pas qu'au sein de la Commission, il y a trois professeurs de niveau international, ils vont tout de même pas mettre en cause leur réputation", oppose le président de la République qui parle à ce propos de "nouvelle offensive contre l'Algérie".

L. B.

RENCONTRE DE TEBBOUNE AVEC DES MÉDIAS

Les principales annonces

PAR CHAHINE ASTOUATI

Le Président Abdelmadjid Tebboune a rencontré des représentants d'organes de presse nationaux. Dans l'interview, qui a été diffusée mardi soir par l'ENTV, le chef de l'État a évoqué la lutte contre le coronavirus Covid-19. Parmi les principales annonces figure la prolongation de la fermeture des écoles, des universités et des centres de formation professionnelle et ce, dans le cadre des mesures de prévention et de lutte contre la propagation du coronavirus. Le chef de l'État a également révélé avoir signé, ce jour, un décret instituant l'octroi d'une prime exceptionnelle au profit des personnels des structures et établissements publics relevant du secteur de la santé, engagés dans la lutte contre le coronavirus. Cette prime est servie mensuellement selon des montants forfaitaires allant de 10.000 DA au profit des personnels

administratifs et de soutien, 20.000 DA pour le personnel paramédical et de 40.000 DA pour le personnel médical. Elle est servie pour une période de trois mois renouvelables. Son bénéfice peut être étendu à d'autres catégories de personnels mobilisés dans le cadre de la prévention et de la lutte contre la propagation du coronavirus. Le présent décret prend effet à compter du 15 février. Le Président Tebboune a rassuré sur la disponibilité des moyens financiers et des produits alimentaires pour faire face au coronavirus. "L'Algérie dispose encore de 60 milliards de réserves de change", a-t-il annoncé, ajoutant que "le stock alimentaire actuel peut couvrir encore six mois de consommation".

Le chef de l'État a annoncé que "les médecins de l'armée vont aider les hôpitaux publics et que les réunions du Conseil des ministres et du gouvernement sont suspendues à cause du coronavirus", et affirmé

"ne pas s'être confiné chez lui pour éviter les rumeurs et les interprétations". En outre, le chef de l'État a dit qu'il "n'excluait pas des peines de prison et la confiscation des véhicules pour mettre fin à la violation des mesures de confinement". À plusieurs reprises, le chef de l'État a dénoncé le comportement de ceux qui ne respectent pas le confinement. "Ce n'est pas la maladie qui vient vers toi, c'est toi qui va vers la maladie", a-t-il insisté. Le chef de l'État a par ailleurs dit que "ceux qui croient que l'effondrement des prix du pétrole va détruire l'Algérie se trompent". Pour les ressortissants algériens bloqués en Turquie à cause du coronavirus, Tebboune a indiqué que certains parmi eux ne disposent même pas de passeport. "On n'autorisera personne à entrer sur notre territoire sans vérifier son identité", a-t-il promis.

C. A.

GRÂCE PRÉSIDENTIELLE

5.037 détenus concernés

Abdelmadjid Tebboune a signé, hier, un décret présidentiel portant des mesures de grâce au profit d'un groupe de 5.037 détenus, a indiqué un communiqué de la présidence de la République.

"Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a signé, mercredi 1^{er} avril 2020, un décret présidentiel portant des mesures de grâce au profit de 5037 détenues", lit-on dans le communiqué de la Présidence, publié via l'agence officielle.

"Les mesures de grâce concernent les individus non détenus condamnés définitivement dont il ne reste de leur peine que douze (12) mois ou moins à purger, ainsi que ceux dont il ne reste de leur peine que dix-huit (18) mois ou moins à purger", note le communiqué.

Il s'agit également, selon le décret présidentiel, "d'une réduction partielle de 18 mois de la peine si le restant à purger est supérieur à 18 mois et égale à 20 ans au moins".

"La réduction totale et partielle de la peine est portée à vingt-quatre (24) mois pour les détenus, condamnés définitivement, dont l'âge est égal ou dépasse 60 ans à la date de la signature du décret", poursuit la même source. Ces mesures de grâce excluent "les individus condamnés par les juridictions militaires, les individus condamnés dans des affaires de crimes terroristes, trahison, espionnage, massacre, trafic de drogues, fuite, paricide, empoisonnement, les délits et crimes d'attentat à la pudeur avec ou sans violence sur mineurs avec viol, les crimes de dilapidation volontaire et de détournement de deniers publics, et en général tous les crimes de corruption prévus par la loi 06-01 relative à la prévention et à la lutte contre la corruption, le blanchiment d'argent, falsification de la monnaie et contrefaçon, ainsi que les infractions à la législation et à la réglementation de changes et des mouvements des capitaux", a conclu le communiqué.

ALGÉRIENS BLOQUÉS
EN TURQUIE

Leur rapatriement dans deux ou trois jours

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a annoncé, mardi, le lancement, dans deux ou trois jours, du rapatriement des Algériens bloqués en Turquie. "Dans deux ou trois jours, nous entamerons le rapatriement des citoyens graduellement suivant la libération des structures réservées à la mise en quarantaine", a déclaré le président de la République lors d'une entrevue avec des représentants d'organes de presse nationaux, diffusé à la Télévision publique. "Cette procédure concernera, au début, les familles en attendant la vérification de l'identité d'autres personnes", a-t-il ajouté. A ce propos, M. Tebboune a rappelé que l'Algérie a organisé, les 20 et 21 mars, "en dépit de la fermeture de l'espace aérien" des opérations de rapatriement de 1.800 citoyens de Turquie à bord d'avions d'Air Algérie et de Turkish Airlines, précisant qu'il s'agit de citoyens qui avaient des billets d'avion valides.

Cependant, ce rapatriement a été suivi de la revendication par d'autres Algériens de leur "droit" au rapatriement de Turquie, et dont le nombre est passé graduellement à 1.850, a fait savoir le président de la République. Précisant que certains avaient des billets périmés pendant que d'autres ne possèdent ni billet ni même de passeport, M. Tebboune a assuré que "l'Etat n'abandonnera aucun Algérien, néanmoins nous agissons d'une manière organisée pour ne permettre aucune infiltration".

Au total, "l'Algérie a rapatrié plus de 8.000 Algériens à partir de différents pays du monde", a déclaré le Président Tebboune.

R. N.

COURS DE LA DEVISE

L'euro baisse face à un dollar très recherché

L'euro poursuivait sa baisse mercredi face à un dollar renforcé par la forte demande en faveur du billet vert à laquelle la Fed s'efforce de répondre, au risque de le dévaluer. Vers 10h GMT, l'euro perdait 0,66 % face au billet vert, à 1,0958 dollar.

Les conséquences économiques de la pandémie ont engendré une forte de demande de dollars, devise dans laquelle sont libellées de nombreuses dettes, "au point que la liquidité a été (récemment) le moteur du marché des changes, indépendamment des fondamentaux", a souligné Olivier Korber, analyste Société Générale.

En réponse, la Réserve fédérale américaine (Fed) a mis en place mardi un nouveau dispositif permettant à des banques centrales étrangères notamment d'avoir facilement accès à des dollars en échangeant "temporairement" leurs bons du Trésor américain contre des billets verts. "C'est encore quelque chose que nous n'avions pas vu durant la crise financière et cela illustre le fait que la Fed fait ce qu'il faut pour maîtriser les inquiétudes concernant la liquidité", a commenté Naeem Aslam, analyste pour Avatrade.

Mais, selon lui, "si la Fed continue ainsi, la valeur du dollar va fortement baisser car le public va perdre confiance" dans l'institution.

A travers ces mesures ultra-accommodantes, la Réserve fédérale américaine souhaite éviter une pénurie de dollars dans une situation où l'économie est paralysée. Mais en augmentant l'offre de billets verts, elle lui fait perdre de sa rareté et donc, en théorie, de sa valeur.

Au niveau mondial, la crise sanitaire continue de s'aggraver, plus de 41.000 morts étant recensés, selon un comptage de l'AFP.

La Maison Blanche a présenté ses projections : selon elle, la maladie devrait faire entre 100.000 et 240.000 morts aux Etats-Unis avec les restrictions actuelles, contre 1,5 à 2,2 millions sans aucune mesure.

25,11 DOLLARS, MERCREDI À LONDRES**Les prix du Brent à la baisse**

Les prix du pétrole étaient en baisse hier en cours de séance européenne, au lendemain d'un léger répit, en l'absence de solution à la demande morose et à l'offre pléthorique d'or noir. Mercredi matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juin, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, valait 25,11 dollars à Londres, en baisse de 4,71 % par rapport à la clôture de mardi. A New York, le baril américain de WTI pour mai perdait 1,03 %, à 20,27 dollars.

Les deux cours de référence ont perdu les deux tiers de leur valeur depuis le début de l'année, ce qui représente leur plus lourde chute trimestrielle depuis la création de ces contrats dans les années 80.

R. N.

TRAITEMENT À LA CHLOROQUINE À L'HÔPITAL DE BOUFARIK :

"Il y a quelques malades qui, symptomatiquement, sont bien"

Les premières évaluations des prélèvements de contrôle sur les malades atteints du Covid-19 soumis au traitement à la Chloroquine et à l'hydroxychloroquine à l'hôpital de Boufarik, devraient être faites dans un délai maximal de 48 heures...

PAR RANIA NAILI

C'est ce qu'a affirmé le chef du service des maladies infectieuses de Boufarik, le docteur Mohamed Yousfi.

"Les 4 premiers malades traités à la chloroquine ont achevé leur traitement aujourd'hui. Nous avons fait les prélèvements que nous avons envoyés à l'Institut Pasteur d'Algérie (IPA). Les résultats sont connus généralement dans 24 heures, au plus tard 48h. Normalement on devrait avoir les résultats d'ici demain en fin de journée", a indiqué Dr Yousfi, contacté hier par TSA. "Les six premiers malades qui ont débuté le traitement à l'hydroxychloroquine finiront leur traitement vendredi prochain. Une évaluation des premiers prélèvements de contrôle sera aussi effectuée", précise Dr Yousfi.

"Au niveau de l'EPH de Boufarik, nous en sommes à 65 malades soumis au traitement à base de Chloroquine et



d'hydroxychloroquine. La chloroquine seule nous l'avons administrée à 4 malades seulement le 23 mars au soir. Le traitement dure sept jours. Il arrive à terme aujourd'hui. Mais pour ce qui est des six premiers malades traités à l'hydroxychloroquine depuis le 24 mars il faut dix jours de traitement", a ajouté Dr Yousfi qui précise que les malades sont mis sous traitement au fur et à mesure de leur hospitalisation. "Les derniers malades ont été mis sous traitement à l'hydroxychloroquine hier. Ce soir, des malades seront encore mis sous traitement", ajoute Dr Yousfi.

Interrogé sur la réponse des malades au traitement, Dr Yousfi répond qu'"il est encore trop tôt pour se prononcer, mais il y a quelques malades qui, symptomatiquement, sont bien. Il faut attendre la fin de la durée du traitement et ensuite faire le prélèvement de contrôle pour dire si ça a marché ou non, sachant que d'après les études qui ont été publiées, dont celle du Pr

Raoult, le traitement est efficace à 75 %". "Mais 75 % est mieux que de ne rien faire. Nous allons faire une évaluation des malades qui sont sous traitement au fur et à mesure", souligne Dr Yousfi. S'agissant de la protestation d'une partie du personnel de santé de l'EPH de Boufarik jeudi et dimanche derniers, Dr Yousfi, dit qu'il reste en poste après que le ministre de la Santé eut jugé qu'il n'y "avait aucune raison" qu'il en soit démis. D'autant, ajoute Dr Yousfi, "ce n'est pas le moment" alors que l'épidémie du coronavirus est en train de sévir. Le docteur Yousfi clame que les personnels à l'origine du mouvement de protestation ne font pas partie de son service. "Les éléments de mon service étaient tous au travail, aucun n'était dans ce mouvement", assure Dr Mohamed Yousfi. Selon lui, le ministre de la Santé qui a reçu des représentants des protestataires a mis en avant la nécessité de travailler dans un cadre "calme et apaisé".

R. N.

PROGAGATION DU COVID-19

5 pays africains officiellement épargnés

PAR RAYAN NASSIM

Cinq États africains figurent parmi les rares pays au monde à n'avoir encore déclaré aucun cas de nouveau coronavirus. Le Burundi est sorti de la liste mardi soir après l'annonce par son ministre de la Santé de deux premiers cas de nouveau coronavirus dans le pays qui se disait jusqu'alors "protégé par la grâce de Dieu". La pandémie qui affecte la planète a frappé dans presque tous les pays, à l'exception d'une poignée de petites îles isolées, du Yémen en guerre et de la très fermée Corée du Nord.

En Afrique, certains de ces pays attribuent leur bonne fortune à leur isolement. D'autres voix relèvent que l'absence de cas est sans doute liée à la faiblesse des moyens mis en œuvre pour le dépistage. Comores : L'archipel des Comores, situé dans l'océan Indien entre Madagascar et le Mozambique, n'a toujours détecté aucun cas, selon le ministère de la Santé.

Le Dr Abdou Ada, un généraliste de Moroni, se demande si ce n'est pas lié au traitement de masse à base d'artémisine utilisé aux Comores contre le paludisme. "Je me permets de croire que le traitement antipaludéen de masse explique le fait que les Comores sont, pour l'instant du moins, épargnées par le Covid-19. Il s'agit d'une conviction personnelle qu'il faut confirmer scientifiquement", a-t-il avancé.

Lesotho : Le Lesotho est entré lundi en période de confinement national de 25 jours, même s'il n'a recensé pour l'heure

aucun cas positif.

Le petit royaume d'Afrique australe d'un peu plus de 2 millions d'habitants n'avait jusqu'à la semaine dernière ni test, ni centre de dépistage...

Il a reçu le 26 mars ses premiers kits grâce au milliardaire chinois Jack Ma. Les autorités ont rapporté 8 cas suspects. Les premiers résultats sont attendus très prochainement.

Malawi : Le gouvernement du Malawi assure que s'il n'a enregistré aucun cas, ce n'est pas parce qu'il n'est pas capable de procéder à des tests. "Nous avons des tests et nous testons", a affirmé le porte-parole du ministère de la Santé, Joshua Malango.

La docteur Bridget Malewezi a déclaré à l'AFP que même si le pays n'est "pas prêt à 100 %", il se prépare en vue de l'arrivée du virus", qu'elle juge inéluctable. "La plupart des gens pensent que ça arrivera ici aussi à un moment ou un autre", a-t-elle estimé.

Le Malawi a demandé aux personnes arrivant de l'extérieur de se mettre d'eux-mêmes en quarantaine, ce qui selon Mme Malewezi a aidé le pays "à se protéger". São Tomé-et-Principe : L'archipel de Sao Tomé-et-Principe, dans l'océan Atlantique, n'a recensé aucun cas, tout simplement car il n'est pas en mesure de mener des tests, a indiqué la représentante de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) dans le pays, Anne Ancia. Toutefois, "nous continuons nos préparations", a ajouté Mme Ancia, en précisant qu'une centaine de personnes de retour de

pays sensibles avaient été placées en quarantaine.

Avec seulement quatre lits en réanimation pour une population de 200.000 personnes, le pays doit absolument empêcher le virus de se propager. Il a déjà fermé ses frontières, malgré l'importance du tourisme pour l'économie locale.

Soudan du Sud : Pour le docteur Angok Gordon Kuol, un des responsables de la lutte contre le coronavirus au ministère de la Santé, si le pays n'a enregistré aucun cas, c'est parce qu'il n'a "pas un fort trafic aérien". Mais les autorités s'inquiètent du nombre de travailleurs humanitaires étrangers qui travaillent dans le pays et ont pu y revenir ces dernières semaines.

Le Soudan du Sud est aussi entouré de pays touchés par le virus et n'est pas en mesure de fermer de manière étanche ses frontières. Les gens "peuvent traverser ces frontières et nous nous attendons à avoir des cas", a prévenu M. Gordon.

Dans un des pays les plus pauvres au monde, qui peine à sortir d'une guerre civile commencée en décembre 2013, le gouvernement ne cache pas manquer d'à peu près tout. M. Gordon estime que le pays est capable de tester un maximum de 500 personnes.

Le pays a fermé les écoles et interdit les événements sportifs, religieux et politiques, ainsi que les mariages et funérailles. Il a aussi suspendu les vols internationaux et les commerces non essentiels ont été fermés.

R. N.

PROPOS MENSONGERS DE FRANCIS GHILES

L'ambassade de Chine en Algérie réagit

Francis Ghilès, Français d'origine juive algérienne, chercheur au Centre d'études et de Documentation Internationale de Barcelone (Cidob), s'est attaqué avec hargne et une ténacité rageuse à l'Algérie et à ses dirigeants.

PAR RACIM NIDAL

Faisant fi des considérations d'ordre éthique et morale, la chaîne *France24*, dédiée à la subversion en continu contre la stabilité en Algérie, a invité, le 30 mars, sur son plateau, Francis Ghilès, pour déverser un flot de mensonges et d'insultes à l'endroit de l'Algérie et de ses dirigeants.

Sur cette chaîne française, il n'a pas cessé de critiquer le défunt Ahmed Gaïd Salah avant de s'attaquer aujourd'hui au Président Abdelmadjid Tebboune.

Lors de sa dernière intervention sur *France 24*, concernant la pandémie du Covid-19, il qualifia de *"mauvaise gestion"* la crise sanitaire en Algérie, et affirma sans la moindre preuve que l'*"aide chinoise fournie par la société CSCEC a été détournée au profit de l'hôpital militaire de Aïn-Naâdja"*. Il tenta même de détourner le sujet sur la pandémie en glissant sur le cas de Karim Tabbou, affirmant là aussi qu'il se trouvait dans un état grave, parlant même de paralysie, une affirmation contraire aux propos de son avocate maîtresse Zoubida Assoul qui avait indiqué avoir rendu visite à Tabbou et l'avoir trouvé en bonne santé.

Réaction de l'ambassade de Chine
"L'ambassade de Chine en Algérie a remarqué qu'un certain Francis Ghilès, chercheur au Centre des relations internationales à



Barcelone, avait tenu des propos mensongers, haineux, diffamatoires et pleins d'ignorance à l'égard de l'aide fournie à l'Algérie par une société chinoise et des efforts conjoints de la Chine et des pays amis comme l'Algérie dans leur lutte contre le Covid-19, lors d'une interview sur une chaîne de télévision française.

L'ambassade est profondément choquée et condamne fermement ces propos. Le gouvernement et le peuple chinois gardent toujours à cœur les aides précieuses des pays amis comme l'Algérie dans la lutte chinoise contre le Covid-19, et maintenant c'est au tour de la Chine de fournir des soutiens et aides, dans la mesure de sa possibilité, à l'Algérie et aux autres pays amis, pour faire face à cette pandémie.

La partie chinoise, à travers la société CSCEC, a offert son premier don de matériels médicaux, composé de 500.000 masques chirurgicaux, 50.000 masques médicaux de type N95, 2.000 blouses médicales de protection, couvre-visage et gants médicaux, et respirateurs, à l'Algérie. Et la Chine a la certitude que ces matériels, très demandés actuellement par le peuple algérien, pourront jouer un rôle positif dans la lutte de l'Algérie contre la propagation du Covid-19. Il faut souligner que cela n'est qu'une partie de l'aide médicale urgente que la Chine offrira à l'Algérie.

Les dons offerts par la fondation de charité MA Yun et les ressortissants chinois résidant en Algérie sont également arrivés à Alger et les autres matériels médicaux arriveront très prochainement les uns après les autres. L'aide sincère de la partie chinoise a fait l'objet d'une haute appréciation et de remerciements du gouvernement et du peuple algériens.

Tous les complots visant à noircir l'aide chinoise et à saper la coopération entre la Chine et l'Algérie en semant la discorde entre les deux sont voués à l'échec. Le gouvernement et le peuple chinois seront toujours aux côtés du gouvernement et du peuple algériens et continueront à fournir des soutiens et aides à l'Algérie afin de lutter ensemble contre la pandémie.

L'aide sincère de la partie chinoise a fait l'objet d'une haute appréciation et de remerciements du gouvernement et du peuple algériens. Tous les complots visant à noircir l'aide chinoise et à saper la coopération entre la Chine et l'Algérie en semant la discorde entre les deux sont voués à l'échec. Le gouvernement et le peuple chinois seront toujours aux côtés du gouvernement et du peuple algériens et continueront à fournir des soutiens et aides à l'Algérie afin de lutter ensemble contre la pandémie."

R. N.

AIR ALGÉRIE

Prolongation de la suspension des vols jusqu'à nouvel ordre

Air Algérie a annoncé hier la prolongation de la suspension de ses vols en international et domestique, jusqu'à nouvel ordre et cela dans le cadre du dispositif de prévention contre le Coronavirus. "Air Algérie

informe son aimable clientèle de la prolongation de la suspension de ses vols pour une durée indéterminée et rappelle que le changement des réservations se fera sans frais dès la reprise des vols et que le

recours au remboursement dévié est possible jusqu'au 31 décembre 2020", écrit l'entreprise sur sa page Facebook.

R. N.

DÉCÈS UN PATIENT CONTAMINÉ AU CORONAVIRUS À BATNA

Les explications de l'Institut Pasteur d'Alger

L'Institut Pasteur d'Alger (IPA) a réagi, au décès d'un patient des suites d'une contamination au coronavirus à Barika dans la wilaya de Batna en refutant les accusations avancées par le député de cette même région, Hakim Berri dans un courrier publié sur les réseaux sociaux. "Suite à l'information rapportée par Hakim Berri, député à l'Assemblée populaire nationale – circonscription électorale de Batna, l'Institut Pasteur d'Algérie tient à apporter la mise au point suivante. Effectivement le nommé M. B. résidant dans la commune de Barika wilaya de Batna a bien été prélevé et son prélèvement a bien été acheminé vers l'IPA Sidi-Fredj. Ce dernier a bien été traité par le laboratoire de l'IPA en date du 24 mars 2020 et son résultat s'est bien révélé négatif", précise l'IPA dans un communiqué.

"Cinq jours après, soit en date du 29 mars 2020 et suite à l'apparition de nouveaux symptômes, ce même patient s'est fait prélever une seconde fois puis son prélèvement a été acheminé vers l'annexe de l'IPA de Constantine et cette fois-ci, le résultat s'est révélé positif", ajoute la même source

R. N.

RUMEURS SUR LA FERMETURE DES STATIONS-SERVICE Naftal dément et rassure

Suite à des rumeurs relayées par les réseaux sociaux sur une éventuelle fermeture des stations-services Naftal, provoquant ainsi de longues files d'attente, le ministère de l'Energie a tenu à rassurer les Algériens que tout le réseau stations-services reste ouvert 24h24 et 7 jours sur 7 à travers tout le territoire national, a indiqué hier le ministère dans un communiqué. Refusant de manière catégorique ces rumeurs, le ministère de l'Energie a précisé que l'ensemble des produits pétroliers, tous types confondus, est disponible en quantités largement suffisantes, à même de répandre aisément à toute demande quel que soit son volume. Le ministère a également précisé que les stocks disponibles au niveau des centres carburants Naftal sont remplis à 75 %, à la date du 30 mars 2020 contre 60 % au début des mesures de confinement décidées par les pouvoirs publics, selon le même communiqué.

Le ministère a souligné que les opérations d'approvisionnement et de distribution des carburants au niveau du réseau national de stations-services se déroulent de manière continue et régulière.

FONDATEUR ET PROPRIÉTAIRE DU GROUPE SIM

Abdelkader Taieb Ezzraïmi n'est plus

Abdelkader Taieb Ezzraïmi, fondateur et propriétaire du groupe SIM, est mort, a annoncé hier le ministre du Commerce Kamel Rezig, qui a présenté ses condoléances à la famille du défunt, sans évoquer les raisons du décès. M. Ezzraïmi était âgé de 76 ans. Basée à Blida, le groupe SIM est notamment spécialisée dans la production de pâtes alimentaires et la semoule.

CHARGÉS DE PRODUITS ALIMENTAIRES

Aïn-Defla envoie 21 camions aux habitants de Blida

Les actions de solidarité se multiplient avec les habitants de la wilaya de Blida, qui sont soumis depuis plus d'une semaine à un confinement total, dans le cadre des mesures prises par les autorités pour lutter contre le coronavirus Covid-19. Mardi, une caravane de 21 camions chargés de produits alimentaires dont 11 camions de 20 tonnes de pomme de terre, quatre camions de viandes rouges, quatre camions remplis d'œufs et deux semi-remorques de lait.

R. N.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE BISKRA
DIRECTION DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS
N. I. F / 07010207039.07
AVIS D'APPEL D'OFFRE AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES N° :./2020

Conformément aux dispositions du décret présidentiel n° 247/15 du 16/09/2015, Monsieur le Directeur de la Jeunesse et des Sports de la Wilaya de Biskra lance un avis d'appel d'offre avec exigence de capacités minimales pour la **REALISATION DE 06 TERRAINS DE FOOTBALL EN GAZON SYNTHETIQUE A TRAVERS LA WILAYA DE BISKRA « Lots séparés »**

LOT 01 : REALISATION DE 06 TERRAINS DE FOOTBALL EN GAZON SYNTHETIQUE A LA COMMUNALE DE : EL HADJEB

LOT 02 : REALISATION DE 06 TERRAINS DE FOOTBALL EN GAZON SYNTHETIQUE A LA COMMUNALE DE : BRANIS

LOT 03 : REALISATION DE 06 TERRAINS DE FOOTBALL EN GAZON SYNTHETIQUE A LA COMMUNALE DE : LICHANA

LOT 04 : REALISATION DE 06 TERRAINS DE FOOTBALL EN GAZON SYNTHETIQUE A LA COMMUNALE DE : EL FAIDH

LOT 05 : REALISATION DE 06 TERRAINS DE FOOTBALL EN GAZON SYNTHETIQUE A LA COMMUNALE DE : CHAIBA

LOT 06 : REALISATION DE 06 TERRAINS DE FOOTBALL EN GAZON SYNTHETIQUE A LA COMMUNALE DE : RAS EL MIAD

Les entreprises qualifiées en BATIMENT catégorie (V) cinq ou plus activité principale, code d'activité **(3723-339)** et intéressées par le présent avis, peuvent consulter et retirer le cahier des charges auprès de la Direction de la Jeunesse et des Sports de la Wilaya de Biskra. Dès la première parution du présent avis d'appel d'offres dans les quotidiens nationaux ou le BOMOP.

Les offres doivent être déposées sous plis fermés anonymes, accompagnées des pièces citées ci-dessous, exigées par la réglementation en vigueur, valables et valides lors du dépôt de l'offre.

Les soumissionnaires peuvent bénéficier d'un ou plusieurs lots.

Dossier de candidature : (comporte):

- *Déclaration de candidature remplie avec soin sans ratures ou surcharges, datée et signée
- *Déclaration de probité remplie avec soin sans ratures, datée et signée
- *Copie du Registre de commerce
- *Toutes pièces fiscales et parafiscales (**CNAS, CASNOS, CACOBATH**) (valables)
- *Règlement intérieur des sociétés selon règlement en vigueur
- *Certificat de qualification et de classification professionnel, activité principale BATIMENT catégorie (V) cinq ou plus activité principale, code d'activité **(3723-339)** valables lors de dépôt de l'offre + Echantillon du gazon - Certificat du produit - Certificat de conformité aux normes internationales du football FIFA QUALITY (valables), -Agrément fourni par le producteur (valables moins d'une année), -Certificat de garantie 05 ans ou plus
- *Liste des moyens humains visés par la CNAS
- *Liste des moyens matériels justifiés par PV de Huissier de justice valable ne dépassant pas 03 mois à compter de la date d'apparition de cet avis d'appel d'offre et copies des cartes grises + assurances pour le matériel roulant (valables)
- *Références professionnelles (Attestation de bonne exécution) délivrées par le maître de l'ouvrage.

Offre technique : (comporte):

- *Déclaration à souscrire remplie avec soin sans ratures ou surcharges, datée et signée
- *Offre technique dûment remplie, datée, signée et visée.

Offre financière : (comporte):

- *Lettre de soumission remplie avec soin sans ratures ou surcharges, datée et signée
- *Bordereau des prix unitaires rempli, daté et signé et visé
- *Devis quantitatif et estimatif rempli, daté et signé et visé.

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière, doivent être déposées avant 12h00 Heures au bureau de la commission d'ouverture et d'évaluation des offres de la D.J.S en trois (03) enveloppes séparées sous un pli cacheté anonyme, dans la date limite du dépôt des offres fixée au dixième (10) jours à compter de la 1^{ère} publication du présent avis d'appel d'offre dans les quotidiens nationaux ou le BOMOP.

Si le jour de dépôt des offres correspond à un jour férié l'ouverture des plis sera reportée au 1^{er} jour de travail suivant.

Les soumissionnaires peuvent assister à la séance publique de l'ouverture qui aura lieu le jour de dépôt des offres à 14h00 Heures à la direction de la jeunesse et des sports de la wilaya de Biskra dans la salle de réunion au 1^{er} étage et cet avis est considéré comme une invitation.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant le délai de 90 jours + délai de préparation des offres à partir de la date limite de dépôt des offres.

Midi Libre n° 3960 - Jeudi 2 avril 2020 - 2016 006 627

République Algérienne Démocratique et Populaire
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
Office National des Œuvres Universitaires

Direction des Œuvres Universitaires Bordj Bou Arreridj

Adresse : Commune APC El-Annasser Route de Wilaya N° 42 BBA

N.I.F: 000434289018045

AVIS D'ANNULATION DE L'ATTRIBUTION PROVISOIRE

En application des dispositions de l'article 82 du décret présidentiel N° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public,

Suite au décision de la commission sectorielle des marchés de la Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique N° 33/2020 du 18/03/2020.

Le Directeur des œuvres universitaires de Bordj Bou Arreridj décide l'annulation de l'attribution provisoire du lot N° 07- Pains Ordinaire 250 g, Pains Amélioré 250 g et Gâteaux pour SARL SEMOULERIE BLE D'OR GROUPE ISSAADI

Paru dans les journaux nationaux : EL CHIHAB du 22/02/2020 et MIDI LIBRE du : 23/02/2020 .

Midi Libre n° 3960 - Jeudi 2 avril 2020 - 2016 006 611

MIDI



L'INFO, RIEN QUE L'INFO

MIDI

CULTURE

FRANZ KAFKA

Le procès (1925)

CHAPITRE PREMIER

**Arrestation de Joseph K. conversation avec madame
Grubach, puis avec mademoiselle Burstner**



FRANZ KAFKA

Le procès (1925)

Chapitre premier

Arrestation de Joseph K. conversation avec madame Grubach, puis avec mademoiselle Burstner.

On avait sûrement calomnié Joseph K., car, sans avoir rien fait de mal, il fut arrêté un matin. La cuisinière de sa logeuse, Mme Grubach, qui lui apportait tous les jours son déjeuner à huit heures, ne se présenta pas ce matin-là. Ce n'était jamais arrivé. K. attendit encore un instant, regarda du fond de son oreiller la vieille femme qui habitait en face de chez lui et qui l'observait avec une curiosité surprenante, puis, affamé et étonné tout à la fois, il sonna la bonne. À ce moment on frappa à la porte et un homme entra qu'il n'avait encore jamais vu dans la maison. Ce personnage était svelte, mais solidement bâti, il portait un habit noir et colant, pourvu d'une ceinture et de toutes sortes de plis, de poches, de boucles et de boutons qui donnaient à ce vêtement une apparence particulièrement pratique sans qu'on pût cependant bien comprendre à quoi tout cela pouvait servir. "Qui êtes-vous ?", demande K. en se dressant sur son séant. Mais l'homme passa sur la question, comme s'il était tout naturel qu'on le prit quand il venait, et se contenta de demander de son côté :

Vous avez sonné ?

"Anna doit me porter le déjeuner", dit K., essayant d'abord muettement de découvrir par déduction qui pouvait être ce monsieur. Mais l'autre ne s'attarda pas à se laisser examiner ; il se retourna vers la porte et l'entrouvrit pour dire à quelqu'un qui devait se trouver juste derrière :

"Il veut qu'Anna lui apporte le déjeuner !"

Un petit rire suivit dans la pièce voisine ; à en juger d'après le bruit, il pouvait se faire qu'il y eût là plusieurs personnes. Bien que l'étranger n'eût pu apprendre de ce rire rien qu'il ne sût auparavant, il déclara "C'est impossible" à K. sur un ton de commandement. "Voilà qui est fort, répondit K. en sautant à bas de son lit pour enfiler son pantalon. Je voudrais bien voir qui sont ces gens de la pièce à côté, et comment Mme Grubach m'expliquera qu'elle puisse tolérer qu'on vienne me déranger de la sorte." L'idée lui vint bien aussitôt qu'il

n'eût pas dû parler ainsi à haute voix, car avait l'air, en le faisant, de reconnaître en quelque sorte un droit de regard à l'étranger, mais il n'y attacha pas d'importance sur le moment. L'autre l'avait pourtant compris comme il n'aurait justement pas fallu, car il lui dit :

"N'aimeriez-vous pas mieux rester ici ?"

– Je ne veux ni rester ici ni vous entendre m'adresser la parole tant que vous ne vous serez pas présenté. Je le faisais dans une bonne intention, dit l'étranger ; et il ouvrit spontanément la porte. La pièce voisine, où K. entra plus lentement qu'il ne voulait, présentait au premier abord à peu près le même aspect que la veille. C'était le salon de Mme Grubach ; peut-être y avait-il dans cette pièce encombrée de meubles, de dentelles, de porcelaines et de photographies, un peu plus d'espace que d'ordinaire, mais on ne s'en rendait pas compte en entrant, et d'autant moins que la principale modification consistait dans la présence d'un homme assis près de la fenêtre ouverte et armé d'un livre dont il détacha son regard en voyant entrer Joseph K.

Vous auriez dû rester dans votre chambre, Franz ne vous l'a-t-il donc pas dit ?

"Vous, je voudrais bien savoir ce que vous voulez", dit K. quittant des yeux sa nouvelle connaissance pour regarder sur le pas de la porte celui qu'on venait d'appeler Franz, et revenir ensuite à l'autre.

Par la fenêtre, on voyait la vieille femme qui était restée postée à la sienne – juste en face maintenant – avec une curiosité vraiment sénile, pour ne rien perdre de ce qui allait se passer.

"Il faut tout de même, dit K., que Mme Grubach..." Et il fit un mouvement, comme pour s'arracher aux deux hommes qui se tenaient pourtant loin de lui, et voulut continuer son chemin.

"Non, dit celui qui était près de la fenêtre, en jetant son livre sur une petite table et en se levant, vous n'avez pas le droit de sortir, vous êtes arrêté."

"Ça m'en a tout l'air, dit K. Et pourquoi donc ?" demanda-t-il ensuite.

"Nous ne sommes pas ici pour vous le dire. Retournez dans votre chambre et attendez. La procédure est engagée, vous apprendrez tout au moment voulu. Je dépasse ma mission en vous parlant si gentiment. Mais j'espère que personne ne m'a entendu en

dehors de Franz qui vous traite lui-même sur un pied d'amitié contraire à tous les règlements. Si vous continuez à avoir par la suite autant de chance qu'avec vos gardiens, vous pouvez avoir bon espoir." K. voulut s'asseoir, mais il s'aperçut alors qu'il n'y avait plus aucun siège dans la pièce, excepté la chaise près de la fenêtre.

"Vous reconnaîtrez plus tard, dit Franz, combien nous vous avons dit vrai", et il s'avança sur lui suivi de son compagnon.

K. fut énormément surpris, surtout par le dernier, qui lui tapa à plusieurs reprises sur l'épaule. Tous deux regardèrent sa chemise de nuit et déclarèrent qu'il lui faudrait en mettre une bien plus mauvaise, mais qu'ils veilleraient avec grand soin sur cette chemise comme aussi sur tout le reste de son linge, et qu'ils le lui rendraient au cas où son affaire finirait bien.

"Il vaut beaucoup mieux, lui dirent-ils, nous confier vos objets à garder, car, au dépôt, il se produit souvent des fraudes et d'ailleurs on y revend tout, au bout d'un temps déterminé, sans s'inquiéter de savoir si le procès est fini. Or, on ne sait jamais, surtout ces derniers temps, combien ce genre d'affaires peut durer. Au bout du compte le dépôt vous rendrait bien le produit de la vente, mais d'abord ce ne serait pas grand-chose, car ce n'est pas la grandeur de l'offre qui décide du prix, mais celle du pot-de-vin, et puis l'expérience montre trop que ces sommes diminuent toujours avec les années en passant de main en main."

K. fit à peine attention à ces discours ; il n'accordait pas grande importance au droit qu'il pouvait encore posséder sur son linge ; il lui semblait beaucoup plus urgent de se faire éclaircir sa situation ; mais, en présence de ces gens, il ne pouvait même pas réfléchir ; le ventre du second inspecteur – ce ne pouvaient être évidemment que des inspecteurs – s'aplatissait à chaque instant sur lui de la façon la plus cordiale, mais lorsqu'il levait les yeux, il découvrait une tête sèche et osseuse, armée d'un grand nez déjeté, qui n'allait pas sur ce gros corps et qui se concertait comme une personne à part avec le second inspecteur. Quels hommes étaient-ce donc là ? De quoi parlaient-ils ? A quel service appartenaient-ils ? K. vivait pourtant dans un État constitutionnel. La paix régnait partout ! Les lois étaient respectées ! Qui osait là lui tomber dessus dans sa maison ? Il avait toujours tendance à prendre les choses légèrement, à ne croire au pire que quand il arrivait et à ne pas s'armer de précautions pour l'avenir, même alors que tout menaçait ; mais, dans le cas qui se présentait, cette attitude lui sembla



déplacée ; sans doute cette scène n'était-elle qu'une plaisanterie, une grossière plaisanterie, que ses collègues de la banque avaient organisée à son intention pour des raisons qu'il ignorait – peut-être parce que c'était le jour de son trentième anniversaire – c'était possible, évidemment ; peut-être n'aurait-il qu'à éclater de rire pour que ses gardiens en fissent autant ; peut-être bien ces fameux inspecteurs n'étaient-ils que les commissionnaires du coin ; en tout cas ils le ressemblaient ; et cependant, depuis l'instant où il avait aperçu Franz, K. était décidé à ne pas abandonner le moindre atout qu'il pût avoir contre ces hommes. Si l'on disait plus tard qu'il n'avait pas compris la plaisanterie, tant pis, ce n'était pas un gros danger ; sans être de ces gens à qui l'expérience profite toujours, il se rappelait avoir été puni par les événements, de s'être sciemment conduit avec imprudence dans certains cas, au contraire de ses amis. Cela ne se reproduirait pas, tout au moins cette fois-ci. S'il s'agissait d'une comédie, il allait la jouer lui aussi. Pour le moment, il était encore libre.

"Vous serez bien obligés d'y répondre, dit K. Voici mes papiers d'identité ; maintenant, montrez-moi les vôtres et faites-moi voir, surtout, votre mandat d'arrêt".

"Mon Dieu ! Mon Dieu ! dit le gardien, que vous êtes long à entendre raison ! On dirait que vous ne cherchez qu'à nous irriter inutilement, nous qui, pourtant, sommes sans doute en ce moment les gens qui vous veulent le plus de bien".

"Permettez", dit-il, et, se glissant entre les gardiens, il entra vivement dans sa chambre.

"Il semble raisonnable", entendit-il dire derrière lui.

Aussitôt chez lui, il ouvrit brutalement les tiroirs de son secrétaire ; tout s'y trouvait dans le plus grand ordre ; mais l'émotion l'empêcha de découvrir immédiatement les pièces d'identité qu'il cherchait. Il finit par mettre la main sur un permis de bicyclette, et il allait déjà le présenter au gardien quand, se ravisant, il l'estima insuffisant et continua à chercher jusqu'à ce qu'il eût trouvé un extrait de naissance. Lorsqu'il revint dans la pièce voisine, la porte d'en face s'en ouvrait et Mme Grubach s'apprêtait à entrer. On n'aperçut d'ailleurs cette dame qu'un instant, car, à peine l'eut-elle reconnu, qu'elle s'excusa, visiblement gênée, disparut et referma la porte avec les plus grandes précautions.

"Entrez donc !"

C'était tout ce que K. avait eu le temps de lui dire. Il restait là, planté avec ses papiers à la main au milieu de cette pièce, à regarder la porte qui ne se rouvrait pas ; un appel des gardiens le réveilla en sursaut ; ils étaient

attablés devant la fenêtre ouverte, en train de manger son déjeuner.

"Pourquoi n'est-elle pas entrée ?" demanda-t-il.

"Elle n'en a pas le droit, dit le plus grand des deux gardiens. Vous savez bien que vous êtes arrêtée".

"Pourquoi serais-je donc arrêté ? Et de cette façon, pour comble ?" *"Voilà donc que vous recommencez !* dit l'inspecteur en plongeant une tartine beurrée dans le petit pot de miel. *Nous ne répondons pas à de pareilles questions".*

"Vous serez bien obligés d'y répondre, dit K. Voici mes papiers d'identité ; maintenant, montrez-moi les vôtres et faites-moi voir, surtout, votre mandat d'arrêt".

"Mon Dieu ! Mon Dieu ! dit le gardien, que vous êtes long à entendre raison ! On dirait que vous ne cherchez qu'à nous irriter inutilement, nous qui, pourtant, sommes sans doute en ce moment les gens qui vous veulent le plus de bien".

"Puisqu'on vous le dit" expliqua Franz, et, au lieu de porter à la bouche la tasse de café qu'il tenait à la main, il jeta sur K. un long regard peut-être très significatif, mais auquel K. ne comprit rien.

Il s'ensuivit un long dialogue de regards, malgré K. qui finit pourtant par exhiber ses papiers et par dire :

"Voici mes pièces d'identité."

"Que voulez-vous que nous en fassions ? s'écria alors le grand gardien. Vous vous conduisez pis qu'un enfant. Que voulez-vous donc ? Vous figurez-vous que vous amènerez plus vite la fin de ce sacré procès en discutant avec nous, les gardiens, sur votre mandat d'arrestation et sur vos papiers d'identité ? Nous ne sommes que des employés subalternes ; nous nous connaissons à peine en papiers d'identité et nous n'avons pas autre chose à faire qu'à vous garder dix heures par jour et à toucher notre salaire pour ce travail. C'est tout ; cela ne nous empêche pas de savoir que les autorités qui nous emploient enquêtent très minutieusement sur les motifs de l'arrestation avant de délivrer le mandat. Il n'y a aucune erreur là-

dedans. Les autorités que nous représentons – encore ne les connais-je que par les grades inférieurs – ne sont pas de celles qui recherchent les délits de la population, mais de celles qui, comme la loi le dit, sont « attirées », sont mises en jeu par le délit et doivent alors nous expédier, nous autres gardiens. *Voilà la loi, où y aurait-il là une erreur ?"*

– Je ne connais pas cette loi, dit K.

– Vous vous en mordrez les doigts, dit le gardien.

– Elle n'existe certainement que dans votre tête", répondit K.

Il aurait voulu trouver un moyen de se glisser dans la pensée de ses gardiens, de la retourner en sa faveur ou de la pénétrer complètement. Mais le gardien éluda toute explication en déclarant :

"Vous verrez bien quand vous la sentirez passer !"

Franz s'en mêla :

"Tu vois ça, Willem, dit-il, il reconnaît qu'il ignore la loi, et il affirme en même temps qu'il n'est pas coupable !"

– Tu as parfaitement raison, dit l'autre, il n'y a rien à lui faire comprendre."

K. ne répondit plus.

"Devrais-je, pensait-il, me laisser inquiéter par les bavardages de ces subalternes, puisqu'ils reconnaissent eux-mêmes qu'ils ne sont pas autre chose ? En tout cas, ils parlent de sujets qu'ils ignorent complètement. Leur assurance ne peut s'expliquer que par leur bêtise. Quelques mots avec un fonctionnaire de mon niveau m'éclairciront beaucoup mieux la situation que les plus longs discours de ces deux bonshommes."

Il fit un instant les cent pas dans l'espace libre de la pièce et vit la vieille femme d'en face qui avait traîné jusqu'à la fenêtre un vieillard plus vieux qu'elle encore qu'elle tenait par la taille.

K. sentit la nécessité de mettre fin à cette comédie :

"Conduisez-moi, dit-il, à votre supérieur.

– Quand il le demandera, pas avant, dit le gardien que l'autre avait appelé Willem. Et maintenant je vous conseille, ajouta-t-il, de retourner dans votre chambre et d'y attendre tranquillement ce qu'on décidera de vous. Ne vous épuisez pas en soucis superflus, c'est un conseil que nous vous donnons ; ramassez vos forces plutôt, car vous en aurez grand besoin. Vous ne nous avez pas traités comme notre présence le méritait, vous avez oublié que, quels que nous soyons, nous représentons, au moins maintenant, en face de vous, des hommes libres, et ce n'est pas une mince supériorité. Cependant nous sommes prêts, si vous avez de l'argent, à vous faire apporter un petit déjeuner du café d'en face."

K. ne répondit pas à cette proposition ; il resta là un moment sans rien dire. Peut-être s'il essayait d'ouvrir la porte de la pièce voisine, ou même celle du vestibule, les deux gardiens ne l'en empêcheraient-ils pas ? Peut-être fallait-il pousser les choses au pire ? Il se pouvait que ce fût la clef de la situation.

Mais peut-être aussi les gardiens lui mettraient-ils la main dessus s'il essayait ; alors adieu la supériorité qu'il conservait tout de même sur eux à certains égards ! Aussi préféra-t-il attendre la solution moins incertaine que le cours naturel des choses amènerait nécessairement ; il revint donc dans sa chambre sans ajouter un seul mot.

Là, il se jeta sur son lit et prit sur la table de toilette une belle pomme qu'il avait mise de côté la veille pour son petit déjeuner. Il ne lui en restait pas d'autres, mais celui-ci, comme ils'en convainquit au premier coup de dent, valait beaucoup mieux que le breuvage que la faveur de ses gardiens aurait pu lui faire venir de quelque sale café de nuit. Il se sentait dispos et confiant ; à sa banque évidemment il raitait sa matinée, mais, étant donné le poste relativement supérieur qu'il occupait, on l'excuserait facilement. Devrait-il invoquer sa véritable excuse ?

Il songeait à le faire. Si on ne voulait pas le croire, ce qui était assez naturel, il pourrait prendre comme témoins Mme Grubach ou les deux vieillards qui venaient maintenant de se mettre en marche pour se poster à la fenêtre en face de sa chambre. En se plaçant au point de vue de ses gardiens, K. restait étonné qu'on le renvoyât et qu'on le laissât seul dans sa chambre où il avait tant de facilités de se tuer. Mais, en même temps, il se demandait, en se plaçant à son propre point de vue, quelle raison il pourrait bien avoir de le faire. Ce ne pouvait tout de même pas être parce que ces deux hommes mangeaient son déjeuner dans la pièce voisine ! Il eût été si insensé de se suicider que, même s'il avait voulu le faire, il l'eût trouvé tellement stupide qu'il n'y serait jamais parvenu. Si ces gardiens

n'avaient pas été des gens aussi visiblement bornés, on eût pu penser que c'était pour la même raison qu'ils ne voyaient pas de danger à le laisser seul. Ils pouvaient bien le regarder, si cela leur faisait plaisir ! Ils le verraient aller chercher un bon vieux schnaps qu'il conservait au fond de son petit placard, vider un verre pour remplacer son déjeuner et un second pour se donner du courage, mais par prudence seulement, pour prévoir l'improbable cas où ce courage serait nécessaire. À ce moment il eut un tel sursaut d'effroi en s'entendant appeler de la pièce voisine que le verre en choqua ses dents.

"Le brigadier vous fait demander", lui disait-on. Ce n'était que le cri qui l'avait effrayé, ce cri sec comme un ordre militaire dont il n'eut jamais cru capable le gardien Franz.

Quant à l'ordre lui-même, il lui faisait plaisir ; il répondit *"enfin !"* sur un ton de soulagement, ferma à clef le petit placard et se hâta d'aller dans la pièce voisine. Il trouva là les deux inspecteurs qui le chassèrent et le renvoyèrent immédiatement dans sa chambre comme si ç'eût été tout naturel.

"En voilà des idées, criaient-ils, vous voulez vous présenter en chemise devant le brigadier ? Il vous ferait passer à tabac, et nous aussi par la même occasion."

– *Laissez-moi donc tranquille, mille diables*, s'écria K. repoussé déjà jusqu'à son armoire ; *quand on vient me surprendre au lit, on ne peut tout de même pas s'attendre à me trouver en tenue de bal !*

– *Nous n'y pouvons rien*", dirent les inspecteurs qui devenaient presque tristes chaque fois que K. criait, ce qui le désorientait ou le ramenait un peu à la raison.

"Ridicules cérémonies", grommela-t-il encore, mais il prenait déjà une veste sur le dossier de sa chaise ; il la tint un instant suspendue des deux mains comme pour la soumettre au jugement des inspecteurs. Ils secouèrent la tête.

"Il faut une veste noire", dirent-ils.

Là-dessus, K. jeta sa veste sur le sol et dit, sans savoir lui-même comment il l'entendait :

"Ce n'est pourtant pas le grand débat !" Les inspecteurs se mirent à sourire, mais maintinrent :

"Il faut une veste noire."

– Si cela doit accélérer les choses, je le veux bien", déclara K., et il ouvrit lui-même l'armoire, chercha longtemps parmi tous les habits, choisit son plus beau costume noir, une jaquette dont la coupe cintrée avait presque fait sensation parmi ses connaissances, sortit aussi une chemise propre et commença à s'habiller soigneusement. Il pensait même, dans

son for intérieur, qu'il avait accéléré les choses en faisant oublier aux inspecteurs de l'obliger à prendre un bain. Il les observa pour savoir s'ils n'allaient pas lui rappeler d'avoir à le faire, mais ils n'y songèrent naturellement pas ; en revanche, Willem n'oublia pas d'envoyer Franz au brigadier pour annoncer que K. s'habillait.

Quand il fut complètement vêtu, il dut traverser la pièce voisine avec Willem sur les talons pour se rendre dans la chambre suivante dont la porte était déjà ouverte à deux battants. Cette chambre, comme K. le savait bien, était occupée depuis peu de temps par une demoiselle Bürstner, dactylographe, qui se rendait de grand matin à son travail pour ne revenir que très tard et avec laquelle K. n'avait guère échangé que des bonjours au passage. La table de nuit qui se trouvait primitivement au chevet du lit avait été poussée au milieu de la chambre pour servir de bureau au brigadier qui se tenait assis derrière. Il avait croisé les jambes et posé un bras sur le dossier de la chaise !

Dans un coin de la chambre, trois jeunes gens regardaient les photographies de Mlle Bürstner ; elles étaient accrochées au mur sur une petite natte. Une blouse blanche pendait à la poignée de la fenêtre ouverte. En face, les deux vieillards étaient revenus voir ; ils se tenaient couchés sur l'appui, mais leur groupe s'était accru ; il y avait maintenant derrière eux un homme qui les dépassait de tout son buste ; sa chemise s'ouvrait sur sa poitrine et il tirait sa moustache rousse.

"Joseph K. ?" demanda le brigadier, peut-être simplement pour attirer sur soi les regards distraits de l'inculpé.

K. inclina la tête.

"Vous êtes sans doute fort surpris des événements de ce matin ?" demanda le brigadier en déplaçant des deux mains les quelques objets qui se trouvaient sur la petite table de nuit – la bougie, les allumettes, le livre et la boîte à ouvrage – comme si c'étaient des ustensiles dont il eût besoin pour le débat.

"Certainement, dit K. tout heureux de se trouver en face d'un homme raisonnable et de pouvoir parler de son affaire avec lui ; *certainement, je suis surpris, mais je ne dirai pas très surpris"*.

– Pas très surpris ? demanda le brigadier en replaçant la bougie au milieu de la petite table, et en groupant les autres choses tout autour.

– Vous vous méprenez peut-être sur le sens de mes paroles, se hâta d'expliquer K. Je veux dire, – mais il s'interrompit ici pour chercher un siège. – Je puis m'asseoir, n'est-ce pas ?" demanda-t-il.

À SUIVRE

COMMUNIQUE

Il est porté à la connaissance des citoyens, que des comptes sont ouverts auprès d'Algérie Poste et du Trésor pour recueillir les contributions citoyennes, en monnaie nationale, destinées à soutenir l'effort national de lutte contre le Coronavirus « COVID 19 ».

Trésor : 397-13737 COVID 19 ALGERIE.

CCP : 200 Clé 12 COVID 19 ALGERIE.

Les contributions en devises étrangères peuvent être versées, dans les comptes ci-dessous énumérés :

BEA : COVID 19

Euro : 002001121123000001/46

USD : 002001121123000002/43

GBP : 002001121123000003/40

Midi Libre n° 3960 - Jeudi 2 avril 2020 - 00 24

MIDI

SEMI-OFFICIEL NATIONAL DE L'INFORMATION



L'INFO, RIEN QUE L'INFO

CONSTANTINE, LUTTE CONTRE LA SPÉCULATION

Programme spécial d'approvisionnement en semoule



En collaboration avec les services des assemblées populaires communales et de la police, des points de vente de semoule seront désignés pour un meilleur approvisionnement des familles...

PAR BOUZIANE MEHDI

La direction du commerce de la wilaya de Constantine a en effet mis en place un "programme spécial d'approvisionnement des citoyens en semoule", a annoncé, dimanche 22 mars, le directeur local du secteur,

Azzouz Goumida. Selon l'APS, le même responsable a précisé que "l'opération d'alimentation est assurée par l'unité de production Kenza de la commune de Didouche-Mourad (nord de Constantine)", relevant que ce dispositif "producteur-consommateur vise à faire face à la spéculation pratiquée par certains commerçants de gros et de détail, profitant d'une conjoncture spéciale marquée par l'émergence du coronavirus, et les appels à la limitation des déplacements des citoyens comme moyen de se protéger contre ce virus". En collaboration "avec les services des assemblées populaires communales et de la police, des points de vente de semoule seront désignés pour un meilleur approvisionnement des

citoyens", précisant que ce dispositif "sera maintenu jusqu'à la fin du mois en cours", a également détaillé Azzouz Goumida. Les services locaux du secteur du commerce ont fait savoir qu'au total, le marché local de la semoule dans la commune de Didouche-Mourad, aussi bien en zones urbaines que rurales, a été approvisionné, samedi 21 mars, de 400 quintaux de produits de première nécessité. Pas "moins de 471 quintaux de semoule non conforme à la consommation ont été retirés du marché local la semaine dernière, dont 110 quintaux saisis dans la ville Ali-Mendjeli, relevant de la commune d'El-Khroub", ont rappelé les mêmes services.

B. M.

MILA

Saisie de 120 qx de denrées alimentaires à Zeghaïa

Les services de la direction du commerce, en coordination avec les services de la sûreté de la wilaya de Mila, ont saisi près de 120 quintaux de semoule et de pâtes alimentaires, stockées dans la commune de Zeghaïa à des fins spéculatives. Cette opération, menée par une brigade mixte, a été déclenchée suite à des informations reçues faisant état des agissements frauduleux d'un commerçant qui stockait des produits alimentaires afin de profiter de la situation sanitaire actuelle et de spéculer sur leur prix de vente. Ces denrées alimentaires étaient stockées de manière illégale dans un garage et ont été immédiatement saisies pour absence de facturation. Il a été procédé, lors de la même opération, à la saisie d'une machine à coudre pour sacs de semoule et d'une balance électronique. Des brigades d'intervention mixtes, composées des services de la direction du commerce et des corps sécuritaires spécialisés, ont été spécialement mobilisées dans la wilaya de Mila afin de veiller à l'approvisionnement des citoyens en produits alimentaires de première nécessité et de lutter contre la spéculation. Aussi, des opérations de contrôle sont quotidiennement menées à cet égard dans les locaux commerciaux et dans les marchés afin de combattre les pratiques frauduleuses dans la région.

OUARGLA

334 opérations d'ensemencement aquacole

Pas moins de 334 opérations d'ensemencement d'alevins de différentes espèces de poissons d'eau douce ont été effectuées au cours de la dernière décennie dans les bassins d'irrigation agricole à travers la wilaya d'Ouargla, dans le cadre de la pisciculture intégrée à l'agriculture, selon la direction de la pêche et des ressources halieutiques d'Ouargla. Ces opérations ont donné lieu à l'ensemencement de 712.665 alevins de tilapia du Nil, de tilapia rouge, de poisson-chat, de carpe et de gambusie, cette dernière étant utilisée notamment aux fins de lutte biologique.

APS

TLEMCEN, COMMUNE D'EL-ARICHA

La zone humide de Dayat el-Ferd menacée par la sécheresse

La cheffe de département du parc national de Tlemcen et spécialiste en gestion et protection des écosystèmes naturels, Hafida Benmâamar Hasnaoui a affirmé que la zone humide de Dayat el-Ferd, le plus important lac pour la biodiversité, situé dans la commune d'El-Aricha à plus de 50 kilomètres du chef-lieu de Tlemcen, "est menacée par plusieurs facteurs d'ordre naturel et anthropique". Selon l'APS, en marge d'une exposition au niveau du siège du parc national Lalla-Setti par les autorités de la wilaya à l'occasion des activités célébrant la Journée mondiale des zones humides, la spécialiste a révélé que cette zone humide superficielle qui peut s'étendre durant les saisons à forte pluviométrie jusqu'à 127.000 hectares "est

menacée de sécheresse si les conditions climatiques n'enregistrent pas une amélioration durant cette saison".

Dans cette zone humide, quelque 20.000 oiseaux sont dénombrés au quotidien, ce qui laisse penser, selon la spécialiste, que ces oiseaux locaux ou migrateurs vont quitter le lieu pour un autre offrant de meilleures conditions. Classée dans le cadre de la convention "Ramsar" zone d'importance internationale, cette zone peut contenir, en temps normal, quelque 60 espèces d'oiseaux, a souligné la même responsable, rappelant que la zone humide Dayat el-Ferd a "connu plusieurs périodes de grande sécheresse depuis les années 80 jusqu'aux années 2000 où le lac était complètement sec ce qui avait

énormément affecté la biodiversité". Menacée par la sécheresse qui est un facteur naturel, cette zone humide "subit également d'autres agressions anthropiques qui contribuent directement à sa dégradation", a expliqué le conservateur des forêts de la wilaya, Kazi Said, ajoutant qu'il s'agit, en premier lieu, "des rejets d'eaux usées qui se déversent du village mitoyen Belhadji-Boucif, d'où l'urgence et l'impératif de réaliser une station d'épuration ou de lagunage, une technique naturelle de traitement des eaux et mettant, par ailleurs, l'accent sur la nécessité de réaliser ce genre d'infrastructures pour préserver ce patrimoine d'importance internationale".

Ajoutés aux facteurs anthropiques, les

facteurs naturels peuvent causer d'énormes dégradations à cette zone humide qui est la plus importante de toute la wilaya.

D'autres facteurs anthropiques viennent s'ajouter à la dégradation de cette zone, à l'instar du labour intensif dans les environs immédiats du lac car certains oiseaux pondent leurs œufs à même le sol et le labour risque d'empêcher la reproduction de ces espèces, en sus du braconnage et de l'abreuvement du cheptel de cette région agro-pastorale qui constituent des facteurs supplémentaires menaçant la biodiversité.

APS

TUNISIE

Des travailleurs précaires manifestent contre le confinement

Plusieurs centaines de personnes, dont de nombreux travailleurs précaires, ont manifesté mardi dans un quartier populaire de Tunis pour protester contre le confinement général.

Les manifestants réclament les aides promises par le gouvernement. "Mais de quel Corona vous parlez? Nous allons mourir de toute façon! Laissez-nous travailler!", a lancé un protestataire devant la délégation de Mnihla et Ettadhamen, une institution représentant l'Etat dans ces deux quartiers marginalisés en périphérie de Tunis. "Laissez-moi ramener du pain à mes enfants! Peu importe si je meurs, je partirai en martyr", a déclaré ce maçon à l'AFP.

Dans ces quartiers défavorisés où les infrastructures de santé sont réduites, de nombreux habitants travaillent à la journée, et se retrouvent privés de revenus depuis que les sorties et activités économiques sont strictement limitées. "Moi,



personnellement, je n'ai pas travaillé depuis 15 jours", a souligné une autre habitante, Sabiha.

La veille, des habitants s'étaient déjà rendus sur place pour réclamer le versement d'aides ou de permis de circuler, et cer-

tains, exaspérés, avaient brûlé des pneus et bloqué des routes.

Le Premier ministre Elyes Fakhfakh a annoncé le 21 mars un plan d'aide pour faire face au confinement, dont 150 millions de dinars (50 millions d'euros) doi-

vent être distribués sous forme d'aides directes exceptionnelles pour les plus démunis, sans préciser de dates.

Le ministère des Affaires sociales a finalement précisé lundi que les aides seraient versées entre le 31 mars et le 6 avril, et les manifestants se sont pressés mardi aux portes de la délégation pour inscrire leur noms sur des listes.

"Nous devons faire face à une épidémie. Mais tous les jours, c'est pareil, ils se réunissent devant la délégation", a déclaré à l'AFP Imed Farhat, délégué de Mnihla. "On a demandé aux forces de l'ordre d'intervenir! Mais qu'est-ce qu'on peut faire? On doit les écouter!"

La pandémie a mis à genoux le secteur touristique crucial pour l'économie tunisienne, et de nombreux commerces et activités non vitales ont dû fermer leurs portes depuis le début le 23 mars du confinement, initialement prévu jusqu'au 4 avril mais qui devrait être prolongé sous peu.

Une décennie après la chute de la dictature, la Tunisie n'est toujours pas parvenue à répondre aux attentes sociales de sa population.

SYRIE

Des attaques dans le ciel de Homs repoussées



Les systèmes de défense antiaérienne syriens ont repoussé ce mardi 31 mars des attaques de missiles dans le ciel de la ville de Homs, a annoncé l'agence de presse Sana. L'armée syrienne a abattu plusieurs cibles ennemies dans l'espace aérien de la ville syrienne de Homs, a en effet annoncé mardi 31 mars l'agence de presse syrienne Sana.

La chaîne de télévision el-Ikhbariya a aussi confirmé cette information.

Selon Sana, la défense antiaérienne syrienne a intercepté des missiles israéliens au-dessus de Homs dont aucun n'a donc atteint son objectif.

Avant cette attaque, la radio libanaise Sham FM a rapporté que des avions israéliens avaient été repérés volant à basse altitude au-dessus de la province du Kesrouan, située entre le territoire d'Israël et la ville syrienne de Homs. Des

témoins affirment que les appareils ont tiré des missiles alors qu'ils traversaient l'espace aérien libanais.

L'armée de l'air israélienne avait précédemment admis à plusieurs reprises avoir mené des raids aériens sur le territoire syrien, tout en affirmant avoir ciblé des forces iraniennes qui y seraient déployées. Tel Aviv allègue que celles-ci ont l'intention d'attaquer Israël depuis la Syrie.

Damas et Téhéran nient tous les deux que des troupes iraniennes soient déployées dans cette région. L'Iran affirme n'avoir envoyé que des conseillers militaires en Syrie. Les deux États ont condamné les actions israéliennes, les considérant comme autant de violations de la souveraineté syrienne, et ont appelé la communauté internationale à empêcher de nouvelles frappes.

MEXIQUE

Nouvel assassinat de journaliste

Maria Elena Ferral, correspondante du Diario de Xalapa, à Papantla dans l'État de Veracruz, a été assassinée par balle ce lundi. Le Mexique, pays dit "en paix", est actuellement le plus meurtrier au monde pour les journalistes. En 2019, dix d'entre eux ont trouvé la mort dans l'exercice de leur fonction. Chercher et diffuser l'information au Mexique reste toujours un danger. Lundi 31 mars, dans l'État de Veracruz, à l'est du pays, une journaliste a été tuée par balle. Les autorités locales avaient d'abord annoncé que Maria Elena Ferral avait été grièvement blessée dans une tentative d'assassinat, et hospitalisée.

"Malgré tous les efforts de l'équipe médicale pour lui sauver la vie, nous sommes terriblement au regret d'apprendre qu'il y a quelques minutes la journaliste Maria Elena Ferral est décédée", a ensuite écrit sur Twitter le gouverneur de l'État, Cuitlahuac García. L'annonce de l'agression avait été faite par les forces de sécurité locales. "Nous condamnons cette attaque lâche contre la journaliste Maria Elena Ferral, correspondante du Diario de Xalapa, à Papantla", a déclaré un des responsables dans un communiqué. La journaliste, reporter pour ce quotidien, s'appêtait à monter à bord de sa voiture

dans le centre de Papantla lorsque deux individus à moto ont ouvert le feu sur elle puis se sont enfuis. Les agresseurs "lui ont tiré dessus à huit reprises et trois balles l'ont atteinte au thorax", d'après son employeur. Maria Elena Ferral avait dénoncé à maintes reprises les menaces de mort et attaques de la part de personnalités politiques locales dans la région. En 2019, ce pays situé dans la partie méridionale de l'Amérique du Nord a dénombré 34.582 homicides, le chiffre le plus élevé depuis 1997, l'année où cette comptabilité a commencé à être établie.

VENEZUELA

Un navire inconnu viole les eaux sous sa juridiction

Caracas a demandé au gouvernement de Curaçao de coopérer à l'enquête concernant un navire à passagers qui s'est réfugié dans un port de l'île après être entré dans les eaux sous juridiction vénézuélienne en percutant un bateau des garde-côtes du pays. Les autorités vénézuéliennes se sont adressées à Curaçao pour enquêter sur un navire se trouvant dans un port de l'île après avoir fait sombrer un patrouilleur vénézuélien. "Le Président du Venezuela Nicolas Maduro a demandé aux autorités de Curaçao de coopérer au maximum dans l'enquête sur l'accident concernant un navire battant pavillon portugais qui est entré illégalement dans les eaux sous juridiction du Venezuela", a annoncé le ministère vénézuélien des Affaires étrangères. Lundi 30 mars, le navire à passagers Resolute, long de 120 mètres, est entré dans les eaux vénézuéliennes à sept milles de l'île de la Tortue et a percuté un patrouilleur vénézuélien lorsque ce dernier avait tenté de l'intercepter. Le patrouilleur a coulé, son équipage a été secouru par les militaires. Le ministre vénézuélien de la Défense Vladimir Padrino López a déclaré en se référant à un rapport du renseignement que le navire de tourisme avait subi des dommages à la proue et se trouverait dans un port de Curaçao. "Les ministères vénézuéliens des Affaires étrangères et de la Défense ont initié des procédures appropriées au niveau diplomatique et militaire pour faire la lumière sur cet incident. Les autorités vénézuéliennes n'excluent pas que le navire ait transféré des mercenaires pour attaquer des bases militaires au Venezuela", a révélé la diplomatie vénézuélienne.

Agences

PRODUITS ALIMENTAIRES DE BASE

Maintien du soutien de l'État



L'Algérie ne manquera pas de poursuivre sa politique de soutien et de subvention aux produits alimentaires de base et de première nécessité destinés à la population malgré la grave crise sanitaire et économique mondiale qui ravage l'ensemble des pays de la planète.

PAR RIAD EL HADI

Le soutien de l'État aux produits alimentaires de base se poursuivra malgré la chute du prix du pétrole et la crise économique mondiale engendrée par la pandémie du coronavirus, a assuré le ministre de l'Agriculture et du développement rural, Chérif Omari. "Garantir la sécurité alimentaire du peuple est une question primordiale pour l'Etat,

et le gouvernement veille pour l'encadrement des actions structurantes afin de garantir l'offre permanente des produits alimentaires à des prix abordables", a en effet déclaré Omari sur les ondes de la Radio nationale. Pour le ministre, les réserves de change du pays, estimées actuellement à 60 milliards de dollars, lui permettront de gérer la situation en ces temps difficiles marqués par la propagation de la pandémie et de la baisse des prix du pétrole. Il considère même que cette conjoncture est une occasion de réajuster les choses et de rentabiliser davantage les gisements du pays pour renforcer sa résilience contre les aléas naturels et les crises économiques et même sanitaires. Dans ce contexte, il a mis en avant les efforts consentis par son secteur pour minimiser ou même arrêter les importations de certains produits alimentaires en les substituant par les produits locaux. Il a cité le blé dur, affirmant que "le pays a réalisé pour la première fois son autosuffisance en cette céréale stratégique, ce qui lui a épargné le recours aux importations. Il a, toutefois, recommandé aux Algériens de

renouer avec les habitudes alimentaires saines de leurs ancêtres et de lutter contre le gaspillage". A ce titre, il a fait constater que les Algériens sont devenus de gros consommateurs de blé tendre alors que par le passé, ils consommaient beaucoup plus du blé dur et l'orge dont les valeurs nutritives sont reconnues par les diététiciens. La surface agricole utile estimée globalement à 8,5 millions d'hectares devrait être préservée même dans les zones périurbaines car elle représente une source d'approvisionnement pour les populations. Le ministre a cité le nord de la Mitidja qui doit être préservé. En outre, il a rappelé les "mesures de soutien aux produits nationaux, notamment à travers l'encadrement technique et l'encouragement des investisseurs à produire de la matière première alimentaire destinée au secteur agro-industrie". Il a, enfin, rappelé que "le secteur agricole représente aujourd'hui 12 % du PIB avec plus de 3.500 milliards de dinars en 2019 (29,1 milliards de dollars), contre 2.500 de dinars en 2013".

R. E.

NAVIRES DE MARCHANDISES

Obligation de désinfection avant le débarquement

L'entreprise du Port d'Alger (Epal) lance une opération de désinfection des navires de marchandises qui accostent au niveau du port de la capitale et ce, dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus, a indiqué le P.-dg de l'Epal, Mohammed Larbi. Lors d'un point de presse en marge du lancement de cette opération de désinfection, Larbi a fait savoir que pendant la période de vigilance sanitaire suite à la propagation de la pandémie du coronavirus, l'ensemble des marchandises seront dorénavant désinfectées avant leur débarquement.

Selon le P.-dg de l'Epal, cette entreprise a pris cette mesure sanitaire pour que son personnel chargé du débarquement de la marchandise des navires réalise sa mission dans les meilleures conditions mais aussi pour que "les citoyens sachent que toutes les marchandises qui transitent par le port d'Alger seront prises en charge de manière efficace du point de vue sanitaire". Le même responsable a, en outre, précisé que le premier navire faisant l'objet de cette opération provient du port de La Spezia (Nord de l'Italie). "Des médecins inspectent le

personnel à bord et des équipes de l'Epal procèdent à la désinfection du navire ainsi qu'au débarquement de la marchandise", explique Larbi. Pour sa part, la responsable du département Prévention et médecine du travail au sein de l'Epal, Nabila Djerdjer, a fait savoir que les équipes du port d'Alger procèdent à une désinfection à bord des navires sur les lieux où opèrent les dockers. Concernant la désinfection du navire en provenance d'Italie, une équipe de 18 personnes procède à cette opération. "Nous avons déjà entamé

depuis le début de la pandémie des opérations quotidiennes de désinfection des différents locaux et directions du port d'Alger", a rappelé Djerdjer. Pour rappel, sur instruction du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, l'ensemble des moyens de transport de personnes nationaux et internationaux ont été suspendus jusqu'à nouvel ordre afin de lutter efficacement contre la propagation du coronavirus en Algérie. Seul le transport de marchandise est ainsi autorisé.

R. E.

LUTTE DE L'ALGÉRIE

CONTRE LE CORONAVIRUS

130 millions US proposés par la BM et le FMI

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a fait état d'une aide sans intérêts de 130 millions de dollars proposée par la Banque mondiale (BM) et le Fonds monétaire international (FMI) à l'Algérie pour faire face à la propagation du coronavirus. Rappelant "l'affectation, au début, de 370 mds de centimes pour l'acquisition de moyens de prévention et la réalisation de travaux d'aménagement et autres puis ensuite de 100 millions USD", le président de la République a évoqué également une "aide de 130 millions USD proposée par la Banque mondiale (BM) et le Fonds monétaire international (FMI)". L'état, a-t-il soutenu, "dispose des moyens suffisants pour faire face à la pandémie du Covid-19 et il est prêt à mobiliser d'autres montants supplémentaires si besoin".

"Que celui qui veut nous aider spontanément soit le bienvenu et ceci sera pour nous un geste d'amitié, mais nous ne demanderons pas l'aumône... Nous avons suffisamment de moyens", a déclaré Tebboune. Concernant le manque enregistré en moyens de protection, Tebboune a expliqué que "le facteur surprise et l'urgence déclarée par l'État ont entraîné parfois des perturbations dans la distribution en dépit de la disponibilité des moyens globalement", précisant que face à cette situation, des stocks ont été puisés dans certaines wilayas pour être orientés vers d'autres. Le Président Tebboune a souligné, dans ce sens, que "le Covid-19 a été une opportunité pour relancer l'industrie nationale dans nombre de créneaux, notamment les gels hydro-alcooliques et les masques".

Les stocks disponibles devront être renforcés par des commandes passées à la Chine de 100 millions de masques et 30.000 kits de dépistage, dont la réception est prévue entre le 1^{er} et le 3 avril prochain.

R. E.

LUTTE CONTRE LE CORONAVIRUS

La Faf annonce la création d'un fonds de solidarité



La Fédération algérienne de football (Faf) a annoncé la création d'un fonds de solidarité pour la lutte contre le coronavirus qui frappe de plein fouet l'Algérie.

PAR MOURAD SALHI

Le bureau fédéral de la Fédération algérienne de football (Faf) a tenu, avant-hier, sa réunion mensuelle statutaire. Un rendez-vous pas comme les autres. Une séance qui a, non seulement, eu lieu par vidéoconférence, mais qui n'a pas traité de football. Présidée par Kheïredine Zetchi en présence du président de la Ligue nationale de football, Abdelkrim Medouar, cette réunion a été placée sous le thème de la "Solidarité". Le président de la Faf a rappelé que cette séance "revêt un caractère exceptionnel" et sera placée sous le sceau de la solidarité avec le peuple algérien qui traverse des moments difficiles. L'objectif de ce rendez-vous était de

débatte les moyens par lesquels l'instance fédérale va contribuer dans la lutte contre le coronavirus qui commence à s'installer confortablement dans les foyers algériens.

Après débat et échange entre les membres du BF, deux heures et demi durant, il a été décidé l'ouverture d'un compte spécial d'aide au niveau de la BEA où est domiciliée la Fédération algérienne de football.

Un compte qui sera alimenté par les Ligues wilayas, régionales, LIRF, LNF et LFP. Cette opération sera prise en charge par Abdallah Geuddah, président de la commission des finances de la Faf, et Amar Bahloul, président de la commission de coordination des Ligues.

"Une fois le montant final rassemblé, avec la contribution de toutes les Ligues auquel s'ajoutera celle de la Faf, ce dernier sera versé au niveau du compte spécial dédié à cette opération qui, à son tour, sera versé au niveau du fonds national pour la lutte contre le coronavirus", a indiqué l'instance fédérale dans son communiqué de presse, sans préciser le montant recherché à travers cette opéra-

tion de solidarité.

En revanche, et dans une conjoncture pareille, le volet sportif, et plus particulièrement les compétitions nationales avec toutes leurs catégories, a été relégué au second plan. L'instance fédérale confirme qu'elle suit de plus près l'évolution de cette pandémie tant au niveau national qu'international.

"La Faf et la LFP continueront à suivre de très près l'évolution de la situation au double niveau national et international à travers nos cellules mises en place à cet effet et ce, en étroite collaboration et coordination avec les pouvoirs publics, notamment le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS)", a ajouté le communiqué de la Faf.

Prévue le 5 avril prochain, la reprise du Championnat est officiellement reportée à une date ultérieure. L'instance fédérale n'a rien évoqué dans ce registre puisque elle préfère temporiser et attendre d'éventuelles décisions de la Fédération internationale de football.

M. S.

CHAMPIONNATS DE FOOTBALL

Amrani : "La reprise sera difficile"

L'entraîneur algérien du Difaâ Hassani El-Jadidi (Div.1 marocaine de football), Abdelkader Amrani, a estimé que "le joueur aura besoin d'au moins trois semaines pour pouvoir reprendre la compétition", au moment où la Ligue 1 algérienne est suspendue depuis le 16 mars en raison du nouveau coronavirus (Covid-19). "Le monde entier, dont l'Algérie, est en train de traverser une période difficile. Tous les secteurs sont paralysés, y compris les compétitions de football. En cas d'une éventuelle reprise, ce sera très difficile, c'est tout un quotidien qui a changé pour nous tous. Sur le plan de la méthodologie d'entraînement, le joueur aura besoin d'au moins trois semaines de travail pour reprendre la compétition. C'est impossible de reprendre directement puisque le risque de bles-

sure sera grand", a indiqué, à l'APS, Amrani. En raison de la situation sanitaire actuelle du pays, le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) a pris la décision de suspendre toutes les manifestations sportives et de fermer toutes les infrastructures sportives, de jeunesse et de loisirs, jusqu'au 5 avril. "Je suis rentré au pays le 19 mars, et suite aux mesures prises par les autorités, je me trouve actuellement en confinement à l'hôtel Zianides de Tlemcen. Il me reste quelques jours avant de sortir. On ne peut rien faire devant cette situation, sauf implorer Dieu pour que les choses s'améliorent et la vie reprenne son cours normal", a-t-il ajouté. Interrogé sur son expérience avec le Difaâ Hassani El-Jadidi qu'il a rejoint en décembre dernier pour un contrat de six mois renouvela-

ble, Amrani a exprimé son mécontentement. "Franchement, je ne suis pas satisfait du parcours réalisé jusque-là. Le recrutement effectué durant l'intersaison n'a pas été à la hauteur. Le club joue souvent le milieu du tableau. Nous sommes classés actuellement à la 8e place, à onze longueurs du leader WA Casablanca", a-t-il indiqué. Avant d'enchaîner sur son avenir au vu de la situation actuelle : "J'ai signé un contrat de six mois avec possibilité de le prolonger pour deux saisons supplémentaires. Je ne connais pas encore le sort qui sera réservé au championnat marocain, en cas d'annulation, mon contrat prendra fin automatiquement". Evoquant son départ du CR Belouizdad, actuel leader de la Ligue 1, Amrani est passé aux aveux, disant regretter "quelque part"

d'avoir quitté le club algérois où il a été remplacé par le Français Franck Dumas. "Si c'était un autre technicien, il n'aurait jamais quitté le CRB, une équipe qui dispose de tous les moyens et qui, de surcroît, occupe la tête du classement. Je regrette quelque part mon départ, mais c'était beaucoup plus une question de principe. A mon âge, je refuse qu'on m'insulte, ou de voir des personnes m'interpeller à la fin du match. J'ai laissé le Chabab en tête, il l'est toujours même après mon départ, ce qui me fait d'ailleurs énormément plaisir. Je sens que le travail effectué n'est pas parti en fumée. Je pense que le CRB est bien parti pour décrocher le titre cette saison", a-t-il conclu.

APS

MERCATO

Feghouli veut rester à Galatasaray

L'international algérien Sofiane Feghouli se trouve dans les plans du club saoudien Al Nasr qui rêve de s'attacher ses services. La presse turque a annoncé que malgré les avances saoudiennes, Feghouli ne comptait pas quitter Galatasaray en fin de saison, soulignant même que le joueur se sentait très bien en Turquie et qu'il voulait se montrer fidèle aux couleurs du club stambouliote. L'ancien joueur de West Ham compte poursuivre sa carrière en Europe en réalisant de belles choses en SuperLig, aucun transfert n'étant à l'ordre du jour chez les dirigeants du club, du moins pour l'instant.

Rami Zerrouki prolonge son contrat avec Twente

En fin de contrat en juin prochain, le jeune milieu terrain de 20 ans Rami Zerrouki a prolongé son contrat d'un an avec Twente. Le joueur d'origine algérienne et natif des Pays-Bas a prolongé son contrat avec la formation de Twente qu'il a rejoint de l'Ajax Amsterdam en 2016, le joueur de 20 ans évolue au poste du milieu défensif et il n'a joué qu'un seul match avec les pros cette saison en coupe. Zerrouki est lié désormais avec son club jusqu'en juin 2021.

L'option d'achat de Bentaleb fixée à 10 M€ ?

La direction de Newcastle pourrait s'offrir définitivement les services de l'ancien de Tottenham, Nabil Bentaleb, lors des prochains mois contre le paiement de 10 millions d'euros, montant de l'option d'achat à Schalke 04, selon les informations de la presse anglaise. L'international algérien a retrouvé la Premier League en janvier dernier après une première partie de saison très difficile en Allemagne où il n'a disputé aucune rencontre avec l'équipe première. Le milieu de terrain de 24 ans a pris part à trois rencontres sur cinq de la formation anglaise avant la trêve du Covid-19. Il devrait retrouver une place de titulaire dès le retour à la compétition, selon la même source.

LES 100 VIDÉOS QUI ONT FAIT RIRE LE MONDE ENTIER



21h00



Issa Doumbia est retour avec un numéro de rentrée qui décoiffe, toujours aux côtés de la YouTubeuse Roxane, du chef Norbert Tarayre et de la pétillante Priscilla Betti. Pour l'occasion, tout ce petit monde a revêtu son plus bel uniforme, pris son cartable et son ardoise pour concocter une rentrée aux petits oignons. Au programme ce soir, un classement de la 100e à la première place des enfants les plus drôlement terribles, à travers une émission 100% sales gosses et des bébés qui ont décidé de n'en faire qu'à leur tête, de grosses bêtises, des enfants vraiment mignons, mais aussi des chenapans sans limite pour notre plus grand plaisir... et pas celui de leurs parents !

TPMP : LE JEU



21h00



Médias, dossiers, scoops, invités, quiz, défis... sur le plateau ou dans la rue, dans les loges ou en régie, qui peut arrêter Baba ? Entouré de ses chroniqueurs historiques, mais aussi de nouvelles recrues comme Éric Nauveau, Karim Zéribi, Cyrille Eldin ou Thomas Angelvy, Cyril Hanouna a repris cette année des séquences cultes de la dernière décennie. Ce soir, l'amateur et ses chroniqueurs jouent pour vous faire gagner des cadeaux. Au programme : des quiz, des surprises, mais aussi des gages qui vont en étonner plus d'un ! Ambiance et fous rires garantis, pour une soirée comme toujours inoubliable !

CORONAVIRUS, L'ÉTAT D'URGENCE



21h00



«Nous sommes en guerre», selon Emmanuel Macron qui a instauré des mesures de confinement jamais vues en France. Le monde entier se calefute, face à un ennemi insaisissable et mal connu. Mais partout, une incroyable mobilisation se met en place pour sauver des vies, des femmes et des hommes courageux livrent un combat acharné contre le virus. Les magazines de la rédaction, «Envoyé spécial» et «Complément d'enquête» se mobilisent et proposent une soirée d'information exceptionnelle, avec enquêtes, reportages et invités, présentée en direct par Élise Lucet et Jacques Cardoze, pour tenter de mieux comprendre cette crise - suivie de deux épisodes de la série «Scan»

3H10 POUR YUMA



21h00



Dan Evans, un vétéran de la guerre de Sécession, est propriétaire d'un ranch au bord de la faillite. La sécheresse et l'incendie de sa grange en pleine nuit sur les ordres du puissant Glen Hollander lui mettent encore plus le couteau sous la gorge. Alors que Dan part regrouper du bétail avec ses fils, ils assistent à l'attaque d'une diligence par le gang de Ben Wade. Quelque temps plus tard, le gang se sépare et Wade est arrêté... Le représentant de la Southern Pacific propose alors à quiconque escortera Wade à la gare de Contention pour prendre le train à destination de la prison de Yuma, la somme de 200 dollars. Dan accepte de relever ce défi



LA SELECTION DU MIDI LIBRE

DOS AU MUR



21h00



Anna emploie les grands moyens pour contrecarrer Nete, qui a finalement décidé de coopérer avec la police. Lala tente de son côté de se rapprocher de Marco sans l'aval de Nicky. Alf a une explication orageuse avec sa collègue et amie Stine, qui lui reproche son addiction et son revirement dans l'affaire Marco. Le jeune policier subit en effet des pressions du commissaire Brodersen, dont les requêtes s'avèrent de plus en plus étranges

CASTLE VALKYRIE



21h00



Beckett finit par accepter la demande en mariage de Castle avant de se rendre à Washington D.C. pour occuper son nouveau poste au sein du FBI. C'est ainsi qu'elle fait la connaissance de Rachel McCord, sa nouvelle partenaire. Après une séparation de six semaines, Castle lui rend une visite surprise, mais il ne parvient qu'à semer le trouble dans les nouveaux dossiers dont elle s'occupe... De retour chez lui, Castle fait la connaissance de Pi, le nouveau petit ami d'Alexis. Mais Castle se retrouve bientôt sous la protection des Fédéraux et Beckett lui apprend qu'il ne lui reste qu'une seule journée à vivre, car il a été exposé à un agent chimique hautement toxique

WHY WOMEN KILL



21h00



1963. Beth Ann élabore un plan pour que Rob se sépare de sa maîtresse, une serveuse prénommée April. Cependant, c'est elle qui se rapproche de la jeune femme... 1984. Simone et Karl assistent à un dîner de charité, où Tommy est serveur. Ce dernier est de plus en plus jaloux en voyant la complicité entre les deux époux... 2019. Le «trouple» Taylor, Eli et Jade rencontrent Willow et Mischa en boîte de nuit, qui ne tardent pas à proposer à Jade un voyage à Venise avec eux. Jaloux, Taylor tente de convaincre la jeune femme de ne pas partir

MAIS OÙ EST DONC PASSÉE LA 7E COMPAGNIE ?



21h00



Mai 1940. Dans la confusion et la débâcle, la 7e Compagnie du 106e Régiment de transmission a été capturée par l'ennemi. Seuls trois soldats, placés en observateurs dans un cimetière, échappent à la capture. Le sergent Chaudard et les seconds classes Pitivier et Tassin, fuient à travers la France. L'exode est émaillé de petits incidents, Pithivier et Tassin préférant les saines joies de la nature aux devoirs de la discipline militaire

Fadjr	05h05
Dohr	12h52
Asr	16h26
Maghreb	19h13
Icha	20h34

CORONAVIRUS

LE POINT SUR LA PANDÉMIE DANS LE MONDE

Nouveaux bilans, nouvelles mesures, faits marquants: un point sur les dernières évolutions de la pandémie de Covid-19, qui a déjà fait plus de 43.000 morts dans le monde.

Poutine en télétravail

Le Président russe Vladimir Poutine a opté pour le « télétravail », en raison de la propagation du nouveau coronavirus, a indiqué mercredi le porte-parole du Kremlin, Dmitri Pskov. Une réunion entre M. Poutine et son gouvernement russe aura lieu inhabituellement par vidéoconférence.

Pire crise mondiale depuis 1945

La pandémie de Covid-19 est la pire crise mondiale depuis la Seconde Guerre mondiale, a estimé mardi le secrétaire général de l'Onu, Antonio Guterres, craignant de voir davantage de conflits dans le monde.

Risque de pénurie alimentaire

Il existe un risque de « pénurie alimentaire » à cause des perturbations liées au Covid-19 dans le commerce international et les chaînes d'approvisionnement, ont averti les présidents de deux agences de l'Onu et de l'OMC. Ils s'inquiètent notamment du « ralentissement de la circulation des travailleurs de l'industrie agricole et alimentaire » qui bloquent de nombreuses agricultures occidentales, et des « retards aux frontières pour les containers »



qui entraînent un « gâchis de produits périssables ».

Trump attend 2 semaines très douloureuses

Le président américain Donald Trump a prévenu mardi que les Etats-Unis allaient faire face à deux semaines « très très douloureuses ».

La Maison Blanche anticipe entre 100.000 et 240.000 morts dans le pays en cas de respect des restrictions actuelles, contre 1,5 à 2,2 millions sans aucune mesure.

Au Brésil, le président Jair Bolsonaro, qui qualifiait jusqu'à le Covid-19 de « petite grippe », a admis mardi que l'épidémie constituait - le plus grand défi - posé à sa génération.

Préparatifs du hajj suspendus

L'Arabie saoudite a appelé mardi les musulmans de tous les pays à suspendre pour le moment leurs préparatifs pour le hajj, le grand pèlerinage, face aux incertitudes liées à la pandémie.

Refus d'accoster

Le commandant d'un porte-avions américain confronté à une contamination galopante s'est heurté mardi au refus du Pentagone lorsqu'il a demandé l'autorisation d'évacuer son équipage dans une lettre aux accents dramatiques.

Le président de la compagnie de croisières Holland America, qui exploite deux navires transportant quatre morts et des dizaines de patients semblant contaminés, a averti mardi que davantage de personnes pourraient mourir si les bateaux n'étaient pas autorisés à accoster en Floride.

Confinement prolongé en Tunisie

Le confinement appliqué depuis le 22 mars en Tunisie a été prolongé de 15 jours, a annoncé mardi soir la présidence, malgré des manifestations contre cette mesure qui plonge dans la misère de nombreux travailleurs précaires.

Aux Pays-Bas, où il n'y a pas de confinement, les autorités ont

étendu mardi jusqu'au 28 avril les mesures de fermeture imposées aux écoles, aux restaurants et aux bars.

Plus de 43.000 morts

Plus de 865.970 cas d'infection ont été diagnostiqués dans 186 pays et territoires depuis l'apparition du virus en décembre en Chine, selon un décompte de l'AFP à partir de sources officielles mercredi vers 12H00 GMT.

Au moins 43.082 décès ont été recensés.

L'Italie compte 12.428 morts, l'Espagne 9.053, les Etats-Unis 4.081 et la France 3.523, ces quatre pays dépassant le bilan officiel de décès communiqués pour la Chine continentale (3.312). L'Iran s'en approche avec 3.036 décès.

Mort d'un adolescent de 13 ans en Grande-Bretagne

Un adolescent britannique de 13 ans est mort lundi après avoir été testé positif au nouveau coronavirus, ont annoncé mardi l'hôpital où il est décédé.

Premier décès au Sénégal

Le Sénégal a enregistré mardi son premier mort du coronavirus, Pape Diouf, 68 ans, ancien dirigeant très populaire du club français de football Olympique de Marseille. Le Burundi a annoncé mardi soir ses deux premiers cas de Covid-19.

Les recettes du tourisme international baisseraient de 450 Mds \$

Selon l'Organisation mondiale du tourisme, les restrictions de voyages partout dans le monde à cause du Covid-19 vont se traduire par une baisse de 20 à 30 % des arrivées de touristes internationaux en 2020 par rapport à 2019, selon Econostrum. Le Covid-19 ferait perdre de cinq à sept ans de croissance à l'industrie touristique.

A titre indicatif, la crise économique mondiale n'avait causé qu'une baisse de 4% des arrivées en 2009 et l'épidémie de SRAS que 0,4% en 2003. L'OMT estime que cette situation pourrait « faire diminuer les recettes du tourisme international (exportations) dans des proportions comprises entre 300 et 450 Mds\$, soit près d'un tiers des 1 500 Mds\$ de recettes générées en 2019 ».

« Des millions d'emplois risquent d'être détruits », craint l'OMT précisant qu'« environ 80 % de toutes les entreprises touristiques sont de petites et moyennes entreprises (Pme) et le secteur est en première ligne pour offrir des emplois et autres débouchés aux femmes, aux jeunes et aux populations rurales ».-

BILAN DE LA PANDÉMIE EN ALGÉRIE 846 cas confirmés et 14 nouveaux décès en Algérie



Le bilan des personnes atteintes du coronavirus s'est alourdi en Algérie avec l'enregistrement de 130 nouveaux cas confirmés et 14 nouveaux décès. Selon le professeur Djamel Fourar, porte-parole de la commission de suivi de l'évolution du Coronavirus en Algérie, le nombre total hier des cas confirmés a atteint 846 et 58 pour le nombre total des décès.

ENRICHISSEMENT ILLICITE ET ABUS DE FONCTION

Abdelghani Hamel condamné à 15 ans de prison

De lourdes peines ont été prononcées hier par le tribunal de Sidi-M'hamed (Alger) contre l'ancien directeur général de la sûreté nationale, des membres de sa famille et d'anciens fonctionnaires, poursuivis pour enrichissement illicite et abus de fonction, entre autres chefs d'inculpation.

L'ancien chef de la police, accusé principal dans cette affaire, a écopé de 15 ans de prison ferme et d'une amende de 8 millions de dinars. Dans son réquisitoire lors du procès tenu du 11 au 17 mars, le procureur avait requis 20 ans de réclusion.

Sa femme, Lanani Salima, est quant à elle condamnée à 2 ans de prison ferme, assortis d'une amende de 1 million de dinars. Les enfants du couple sont aussi lourdement condamnés : Amyr à 10 ans et 6 millions d'amende, Chafik 8 à ans et 5 millions, Mourad et Chahinez à 7 ans et 5 millions chacun.

Les sociétés de la famille, jugées en tant que personnes morales devront aussi s'acquitter de 32 millions de dinars d'amende. Le tribunal a en outre prononcé la confiscation de tous les biens mal acquis de la famille. Les deux anciens ministres jugés dans cette affaire, Abdelmalek Boudiaf et Abdelghani Zaâlane, ont écopé de 3 ans de prison ferme et 1 millions DA d'amende. Les deux ministres sont poursuivis pour des faits commis au moment où ils exerçaient les fonctions de wali d'Oran. Deux autres anciens wali sont condamnés : celui de Tipaza, Ghelai Moussa, condamné à 5 ans fermes et 1 million DA d'amende et celui de Tlemcen, Bensebane Zoubir, qui a écopé de 3 ans.

Rehaimia Mohamed, ancien directeur de l'OPGI d'Hussein-Dey (Alger), s'est vu condamné à 3 ans de prison ferme et une amende de 500.000. Les autres fonctionnaires impliqués ont écopé de peines comprises entre 2 ans dont une année avec sursis et 2 ans de prison ferme.